



Strasbourg, 27 mars 2013

DGII/EDU/CIT (2013) 4

Droits de l'homme et démocratie en action - Un regard vers l'avenir

L'impact de la Charte du Conseil de l'Europe sur l'éducation à la citoyenneté démocratique et l'éducation aux droits de l'homme

Conférence ECD/EDH 2012

Rapport du Rapporteur général,
Mme Audrey Osler,
Université de Buskerud (Norvège)

*Apprendre et vivre
la démocratie pour tous*



Table des matières

Remerciements

Acronymes et abréviations

Résumé

- 1. Introduction et historique**
- 2. Allocutions de bienvenue et déclarations de soutien**
- 3. Bilan**
- 4. Planifier l'avenir**
- 5. Activités parallèles**
- 6. Conclusions et recommandations**
- 7. Remarques personnelles**

Annexes

Annexe I : Concept et programme de la conférence

Annexe II : Liste des participants

Acronymes et abréviations

OSCE/BIDDH	Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
CE	Commission européenne
ECD/EDH	Education à la citoyenneté démocratique/Education aux droits de l'homme
HCDH	Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
OEA	Organisation des Etats américains
OIG	Organisation intergouvernementale
ONG	Organisation non gouvernementale
UE	Union européenne

Remerciements

Je remercie M. Sjur Bergan, chef du Service de l'Education du Conseil de l'Europe ainsi que Mmes Yulia Pererva, Mara Georgescu, Ruxandra Pandea et les autres membres des Services de l'Education et de la Jeunesse pour leur aide au cours de la conférence et pendant l'élaboration de ce rapport. Ce travail n'aurait pas été possible sans la contribution de toutes les personnes qui ont assuré les fonctions de rapporteur ou de modérateur des groupes de travail lors de la conférence. Un grand merci à tous.

Résumé

La conférence sur le thème *Droits de l'homme et démocratie en action – Un regard vers l'avenir : l'impact de la Charte du Conseil de l'Europe sur l'éducation à la citoyenneté démocratique et l'éducation aux droits de l'homme* a été organisée à Strasbourg les 29 et 30 novembre 2012 par le Conseil de l'Europe dans le cadre de la Présidence andorrane du Comité des Ministres, en coopération avec la Commission européenne et le Centre européen Wergeland¹.

La conférence avait pour but de faire le bilan des résultats obtenus depuis 2010 et de discuter des défis rencontrés par les Etats Parties à la Convention culturelle européenne dans la mise en œuvre de la Charte, en vue de définir des stratégies futures en ce domaine et d'évaluer les mesures de soutien requises du Conseil de l'Europe et d'autres institutions internationales.

Les participants se sont félicités de l'élaboration du premier rapport sur la mise en œuvre de la Charte (à partir des réponses à un questionnaire adressé aux gouvernements)² et de l'obtention d'un retour d'information des organisations de la société civile, comme premières étapes en vue du développement de mesures de soutien. Ils ont formulé un certain nombre de recommandations aux fins de l'action stratégique à engager par le Conseil de l'Europe, les Etats Parties à la Convention culturelle européenne et les organisations de la société civile pour soutenir la mise en œuvre de la Charte. Ils ont, en particulier, proposé divers moyens possibles de développer une approche plus transparente, plus cohérente et mieux fondée sur la participation en vue du prochain cycle d'évaluation (prévu en 2017). Bien que les avis aient été très partagés sur le besoin et la faisabilité de mécanismes d'évaluation plus vigoureux, un consensus s'est dégagé sur les avantages d'un dialogue continu entre les acteurs essentiels en ce domaine et sur la valeur ajoutée de la Charte en tant que cadre clair et instrument dynamique pour ce dialogue.

¹ Le Centre européen Wergeland est un centre européen de ressources sur l'éducation à la compréhension interculturelle, aux droits de l'homme et à la citoyenneté démocratique, qui a été créé par coopération entre la Norvège et le Conseil de l'Europe. Pour plus de détails, voir : www.theewc.org

² Kerr D. (2012), Mise en œuvre de la Charte du Conseil de l'Europe sur l'éducation à la citoyenneté démocratique et l'éducation aux droits de l'homme, Rapport final : http://www.coe.int/t/dg4/education/edc/conference2012/Source/DGIIEDUCDPPE_BU201217_ITEM8.pdf

Les recommandations des participants seront examinées par le Comité directeur pour les politiques et pratiques éducatives (CDPPE) et le Conseil mixte sur la jeunesse (CMJ), en vue de les traduire en propositions d'action spécifiques dans le cadre du Programme d'activités 2014-2015 du Conseil de l'Europe. Il est également prévu de soumettre les conclusions de la conférence à la Conférence du Conseil de l'Europe des ministres de l'Education, qui aura lieu à Helsinki en avril 2013, et de les diffuser dans le cadre des activités pertinentes organisées au cours de l'Année européenne des citoyens 2013. Les recommandations des participants peuvent être résumées comme suit :

Recommandations au Conseil de l'Europe

1. *Coopération et soutien*

- promouvoir et soutenir le développement et la mise en œuvre de **politiques** d'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'homme, avec la participation de l'ensemble des acteurs concernés, notamment les gouvernements, les organisations de la société civile, les professionnels de l'éducation et les élèves (article 6) ;
- travailler en coopération avec les syndicats d'étudiants et les associations internationales des universités afin de promouvoir l'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'homme dans **l'enseignement supérieur** via les programmes d'enseignement professionnel et en mettant l'accent sur le lien entre l'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'homme et les approches axées sur l'apprenant que soutiennent et promeuvent déjà les universités (article 7) ;
- créer une plateforme pour la **gouvernance démocratique des écoles**, où les chefs d'établissement pourront échanger des exemples de bonnes pratiques et demander conseil (article 8) ;
- encourager et soutenir le développement de la **formation** de formateurs et de professionnels de l'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'homme, en maintenant et en développant des normes de qualité (article 9) ;

- soutenir la **recherche** et la coopération entre chercheurs dans le domaine de l'éducation et de la jeunesse, afin de mieux identifier les domaines à développer ainsi que les priorités et mesures stratégiques en vue de l'élaboration d'une politique fondée sur des données validées (article 12) ;
- examiner la possibilité de développer, dans le cadre de la Charte, des projets pour soutenir les éducateurs et, en particulier, les formateurs d'enseignants, concevoir des outils et stratégies spécifiques pour permettre aux élèves/étudiants d'acquérir des **compétences** utiles pour combattre les tendances antidémocratiques comme le discours de haine en ligne, l'homophobie, le racisme et la xénophobie, y compris l'antisémitisme et l'islamophobie (article 13) ;
- promouvoir la Charte en invitant les décideurs nationaux à coopérer avec leurs **homologues des autres pays**, en mettant l'accent sur certains aspects particuliers de la Charte (article 15a et 15c) ;
- inciter et soutenir les coordinateurs ECD/EDH à **communiquer efficacement** avec d'autres parties prenantes, y compris les formateurs d'enseignants, les syndicats, les organes représentatifs des élèves/étudiants et les organisations de la société civile concernées par l'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'homme (article 15b).

2. Développement des capacités

- continuer à soutenir les **organisations de jeunesse et de défense des droits de l'homme** en organisant au niveau régional et national des formations à l'éducation aux droits de l'homme, afin d'accroître le nombre et la qualité des éducateurs aux droits de l'homme et d'étendre la diffusion de la Charte (article 10) ;
- promouvoir et développer des programmes Pestalozzi pour **professionnels de l'éducation** sur l'éducation interculturelle, la cohésion sociale, l'appréciation de la diversité et la gestion des différences et des conflits (article 13).

3. Sensibilisation et plaidoyer

- examiner la possibilité de confier un rôle de plaidoyer à une personnalité bien en vue, par exemple en tant que **rapporteur spécial** sur l'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'homme ;
- soutenir la promotion de la Charte au niveau national et local, afin qu'elle soit connue et utilisée comme **outil de sensibilisation** par toutes les personnes concernées ;
- soutenir la traduction de matériaux du Conseil de l'Europe (comme *Repères* et *Repères Junior*) dans plusieurs langues, afin d'améliorer leur **accessibilité** ;
- créer une **ressource en ligne** sur les priorités, enjeux, résultats et discussions dans le domaine de l'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'homme.

4. Progrès conceptuel

- favoriser la réflexion sur les moyens d'atteindre plus efficacement les **groupes exclus** ou marginalisés dans la mise en œuvre de l'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'homme (article 5a) ;
- développer des stratégies afin de permettre aux **enfants** et aux **jeunes** de devenir des acteurs de la Charte, en leur donnant la possibilité de devenir des éducateurs de leurs pairs, notamment à l'aide de la version de la Charte adaptée aux enfants ;
- « *Démocratie et droits de l'homme : A nous de les faire vivre ! Charte pour tous* » (article 10).

5. Evaluation

- soutenir et encourager les Etats membres à développer des **plans d'action** de cinq ans sur l'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'homme incluant l'identification des domaines encore insuffisamment développés, la définition de priorités pour l'action, ainsi que des mesures pour le suivi et l'évaluation des progrès (article 14) ;

- promouvoir l'évaluation comparative et le développement des capacités dans l'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'homme par la mise au point d'**indicateurs qualitatifs** pour l'évaluation des progrès (article 11) ;
- inviter des organisations / parties prenantes de la **société civile** à produire des rapports d'évaluation complétant ceux des organes gouvernementaux, afin d'obtenir un tableau détaillé et équilibré de la mise en œuvre de la Charte (article 15) ;
- ouvrir les rapports du gouvernement et de la société civile à l'**examen du public** lors du prochain cycle d'évaluation de la mise en œuvre de la Charte (article 15d).

Aux Etats Parties à la Convention culturelle européenne

1. Coopération et soutien

- travailler en **partenariat** avec les ONG, les organisations de jeunesse et les élèves des écoles afin d'identifier les besoins et d'établir des priorités d'action pour la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des progrès de l'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'homme (article 10) ;
- veiller au **soutien politique et financier** des initiatives d'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'homme émanant du secteur d'éducation formel et non formel, en particulier celles qui soutiennent et développent l'autonomie des enfants et des jeunes et de leurs organisations (article 10) ;
- **mettre en valeur et assurer la diversité** des prestataires d'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'homme et encourager la société civile à créer des réseaux pour promouvoir le travail sur l'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'homme, y compris l'adaptation et le soutien des bonnes pratiques apparues en ce domaine (article 10) ;
- travailler en coopération avec les ONG, en les faisant participer à la **formation des enseignants** aux compétences requises pour promouvoir la cohésion sociale, apprécier la diversité et gérer les différences et les conflits (articles 9, 10 et 13) ;

- faciliter la communication entre les **coordinateurs ECD/EDH** et diverses parties prenantes, aussi bien parmi les professionnels que dans la société civile (article 10) ;
- établir une table ronde annuelle des différents **acteurs** de l'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'homme, afin de développer les synergies et la coopération, notamment en regroupant des chercheurs, des responsables de l'élaboration des politiques, des décideurs et des praticiens du secteur de l'éducation et du secteur de la jeunesse (article 10) ;
- veiller à ce que les **enfants et les jeunes** soient consultés sur les priorités (article 10) ;
- soutenir des **projets collaboratifs internationaux** à petite échelle, afin de promouvoir l'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'homme via l'échange d'expertise (article 15b) ;

2. Evaluation

- développer à l'échelon national des **plans d'action** de cinq ans sur l'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'homme incluant l'identification des besoins, la définition de priorités pour l'action, ainsi que des mesures pour le suivi et l'évaluation des progrès (article 14) ;
- **affecter des ressources** à l'évaluation des progrès à l'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'homme, en examinant l'impact des politiques au regard des objectifs recherchés, de manière à favoriser le développement de politiques basées sur les données plutôt que sur les pratiques exemplaires (article 12 and 14) ;

3. Sensibilisation et plaidoyer

- travailler en collaboration avec le Conseil de l'Europe et les universités, ainsi que d'autres **institutions d'enseignement supérieur** et les organes d'étudiants, afin de promouvoir un dialogue sur la mission de l'enseignement supérieur et sur la responsabilité et le rôle publics des universités dans le développement des capacités sociétales requises pour la conduite du

dialogue interculturel via la mise en place de programmes d'éducation aux droits de l'homme et à la démocratie s'adressant à tous les étudiants et, en particulier, aux professionnels de l'éducation (articles 7 et 10) ;

- **promouvoir la version de la Charte adaptée aux enfants** «
- « *Démocratie et droits de l'homme : A nous de les faire vivre ! Charte pour tous* » parmi les élèves des écoles et les groupes de jeunes, afin de soutenir l'éducation aux droits de l'homme et à la démocratie au moyen de l'apprentissage par les pairs ;

Aux organisations de la société civile

- travailler en coopération avec d'autres organisations de la société civile à des **activités de réseau et de plaidoyer** en faveur de la mise en œuvre de la Charte à l'échelon national et local ;
- développer des **projets collaboratifs avec le gouvernement** pour faire avancer la mise en œuvre de la Charte ;
- participer de façon indépendante aux **processus d'examen** de la Charte ;
- poursuivre le **travail en réseau** et l'**échange de bonnes pratiques** au niveau régional, national et européen, afin de promouvoir la mise en œuvre de la Charte ;
- assurer la **diffusion** de la Charte parmi les groupes cibles en leur donnant les moyens d'agir pour la promotion et le développement de l'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'homme.

1. Introduction et historique

La conférence sur « Droits de l'homme et démocratie en action – Un regard vers l'avenir : l'impact de la Charte du Conseil de l'Europe sur l'éducation à la citoyenneté démocratique et l'éducation aux droits de l'homme » a été organisée par le Conseil de l'Europe à Strasbourg les 29 et 30 novembre 2012 dans le cadre de la Présidence andorrane du Comité des Ministres et en coopération avec la Commission européenne et le Centre européen Wergeland. Cette conférence visait à faire le bilan des résultats obtenus et à préparer la coopération et les stratégies futures pour la promotion de l'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'homme via la mise en œuvre de la Charte.

L'adoption de la *Charte sur l'éducation à la citoyenneté démocratique et l'éducation aux droits de l'homme* (Recommandation CM/Rec (2010)7) (ci-après « la Charte ») se rattache à une série de décisions prises par le Comité des Ministres dans le cadre du suivi à la Conférence de haut niveau sur l'avenir de la Cour européenne des droits de l'homme, tenue à Interlaken les 18 et 19 février 2010, en vue de mettre en œuvre la Déclaration et le Plan d'action qui y avaient été approuvés. La Charte est un outil pour améliorer la crédibilité et l'efficacité de la Cour européenne des droits de l'homme par le biais de l'éducation. Comme l'indique explicitement le texte de la Charte, l'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'homme constitue un moyen essentiel d'« apporter aux apprenants des connaissances, des compétences et une compréhension, et de développer leurs attitudes et leurs comportements », afin de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales. L'éducation à la citoyenneté démocratique et l'éducation aux droits de l'homme (ECD/EDH) ont pour but à la fois de favoriser l'autonomisation et l'action des apprenants et de renforcer les droits de l'homme et la démocratie en Europe.

La Charte est l'aboutissement d'un processus de consultation approfondi organisé dans le cadre du Conseil de l'Europe en vue de renforcer et de continuer à développer l'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'homme dans les Etats Parties à la Convention culturelle européenne. Adoptée en 2010, la Charte fournit une orientation et un cadre aux activités gérées par les Services de l'Education et de la Jeunesse du Conseil de l'Europe. Le réseau de coordinateurs pour l'éducation à la citoyenneté démocratique et aux droits de l'homme (ECD/EDH) a un rôle décisif à jouer pour assurer la pertinence et la durabilité de ce travail. Le programme d'éducation aux droits de l'homme pour les jeunes fournit un lien vital avec les organisations de la société civile actives en ce domaine. Les nombreux matériaux conçus par le Conseil de l'Europe s'appuient sur l'expérience des décideurs, des praticiens de l'éducation et des organisations de la société civile de toute l'Europe et fournissent une base solide à toute une gamme d'activités de coopération, notamment en matière de conseils

pour les politiques, de sensibilisation et de développement des capacités. On peut espérer que les processus de soutien de l'application de la Charte, qui sont actuellement mis en place, donneront à ce travail un caractère plus systématique et plus durable.

La conférence avait pour objectifs spécifiques de :

- débattre des enjeux et des perspectives dans le domaine de l'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'homme ;
- échanger des informations sur l'impact et la mise en œuvre de la Charte par les institutions publiques et les ONG dans les Etats membres ;
- discuter des moyens de continuer à promouvoir l'ECD/EDH grâce à l'utilisation future de la Charte et de contribuer au développement de mécanismes durables de mise en œuvre à la fois dans les Etats membres et au Conseil de l'Europe ;
- développer des initiatives concrètes pour la coopération future entre institutions / organisations nationales et internationales et entre les secteurs éducatifs formel et non formel.

Les résultats attendus étaient les suivants :

Au niveau des politiques :

- renforcer l'éducation à la citoyenneté démocratique et aux droits de l'homme sur la base de la Charte grâce à une meilleure compréhension des moyens effectifs de promouvoir l'ECD/EDH dans tous les contextes éducatifs ;
- accroître la visibilité de l'ECD/EDH, de son rôle du point de vue de l'avenir des sociétés démocratiques et du travail du Conseil de l'Europe en ce domaine ;
- renforcer la coopération de toutes les parties prenantes au niveau national et international, afin de mettre à profit les synergies et d'assurer la complémentarité, et engager des projets d'actions concertées.

Résultats spécifiques :

- un rapport de conférence incluant un retour d'information sur les réponses au questionnaire, des conclusions et des recommandations ;
- un site internet sur la conférence permettant d'accéder aux allocutions, aux exposés et à des produits multimédias (par exemple, entretiens avec des participants).

La conférence était organisée conjointement par les Services de l'Education et de la Jeunesse du Conseil de l'Europe sous le contrôle du Comité directeur pour les politiques et pratiques éducatives et

des organes consultatifs de jeunesse, et avec l'aide d'un petit groupe préparatoire³ qui a défini le concept et le programme de la conférence (voir Annexe 1). La conférence s'est appuyée sur l'expérience des conférences précédentes organisées par le Service de l'Education sur le thème de l'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'homme, et sur l'expérience des Forums sur l'éducation aux droits de l'homme avec les jeunes organisés par le Service de la Jeunesse, en cherchant à relier les réseaux et les pratiques des secteurs éducatifs formel et non formel et à maintenir le dialogue entre les acteurs clés. Cette coopération intersectorielle a permis le développement d'un dialogue constructif sur la mise en œuvre de la Charte entre les gouvernements et les organisations de jeunesse.

La première journée de la conférence a été consacrée à un bilan du travail effectué et la deuxième à l'examen des propositions d'action future. La session de clôture, qui a permis de résumer les conclusions de la conférence, s'est achevée par une allocution pleine d'enseignements du Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe. D'une manière générale, le nombre d'interventions a été réduit au minimum, les ateliers étant conçus afin d'aboutir à des conclusions et recommandations pratiques.

La conférence a suscité un haut niveau de participation des Etats Parties à la Convention culturelle européenne et d'autres acteurs clés dans le domaine de l'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'homme. Plus de 200 participants, y compris des représentants des ministères de l'éducation, des praticiens de l'éducation, des organisations de jeunesse et d'autres organisations de la société civile, des institutions internationales, ainsi que des représentants des médias et d'autres partenaires, étaient présents à cette manifestation.

2. Allocutions de bienvenue et déclarations de soutien

Dans leurs allocutions d'ouverture, les représentants du Conseil de l'Europe, de la Commission européenne et de la Présidence andorrane du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe ont souligné l'importance et le caractère opportun de la Charte et de la conférence.

Dans une allocution présentée en son nom par Mme Snežana Samardžić-Marković, directrice générale de la démocratie, le Secrétaire général du Conseil de l'Europe, M. Thorbjørn Jagland⁴, a remercié le ministre de l'éducation et le gouvernement de l'Andorre d'avoir fait de l'éducation la priorité de la Présidence andorrane, première présidence du Conseil de l'Europe à avoir fait un tel

³ Ce groupe comprenait deux représentants de l'ex-Comité directeur de l'éducation, deux représentants des organes statutaires du secteur jeunesse et deux représentants des ONG.

⁴ Pour des raisons de santé, le Secrétaire général avait dû annuler sa participation le jour d'ouverture de la conférence.

choix. Il a souligné l'importance de l'éducation pour la démocratie à un moment où l'Europe doit faire face à une période extrêmement difficile puisque, dans beaucoup de pays, le chômage des jeunes atteint maintenant 50%, provoquant troubles sociaux et incertitude. Dans ce contexte difficile, l'éducation a un rôle déterminant à jouer pour construire une culture de la démocratie et des droits de l'homme en tant que fondement des institutions démocratiques.

M. Jan Trzuszczński, directeur général de la DG Education et culture de la Commission européenne, a fait écho à ces sentiments en attirant l'attention sur les réactions extrémistes qui mettent en danger, en particulier, les droits des minorités. Il a présenté le travail en cours au niveau de l'UE pour intégrer la dimension de l'éducation à la démocratie et aux droits de l'homme à des stratégies de portée plus vaste en faveur du progrès économique et social, dans le cadre des compétences sociales et civiques identifiées par le Conseil européen et le Parlement européen comme indispensables aux citoyens de la société du savoir. M. Pierre Mairesse, directeur de l'apprentissage tout au long de la vie à la DG Education et culture de la Commission européenne, a insisté sur les mêmes points, en soulignant qu'il n'y a pas de contradiction entre l'éducation pour l'emploi et l'éducation à la citoyenneté, et que l'une et l'autre sont nécessaires. Des réponses urgentes doivent être trouvées pour faire face à la crise et au chômage mais il ne faut pas perdre de vue la double finalité de l'éducation, qui est très importante à long terme.

S. E. Mme Roser Suñé, ministre andorran de l'Éducation et de la Jeunesse, a décrit les activités en cours dans son pays pour promouvoir la citoyenneté démocratique et le dialogue interculturel et donner ainsi les moyens aux jeunes de lutter contre l'injustice, les mouvements antidémocratiques et xénophobes et d'autres obstacles à la démocratie en Europe. Elle a également souligné que le choix du thème de l'éducation par l'Andorre pour sa présidence devrait permettre d'alimenter la réflexion sur l'éducation comme moyen d'acquérir les compétences requises pour vivre de façon harmonieuse au sein de la société, en s'appuyant sur une culture de la démocratie et du dialogue interculturel. Le fait que l'Andorre, l'Arménie et l'Autriche, Etats qui se succéderont à la présidence, se sont mis d'accord sur leurs priorités garantit la poursuite du travail sur les thèmes choisis, ce qui permettra au Conseil de l'Europe de consolider les idées et les différents changements qui seront proposés tout au long de cette période.

Mme Ólöf Ólafsdóttir, directrice de la citoyenneté démocratique et de la participation au Conseil de l'Europe, a présenté le travail du Conseil dans le domaine de l'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'homme, en soulignant l'intérêt de la Charte comme outil de travail, et ses suggestions personnelles pour sa prochaine étape de développement. Elle a indiqué que la valeur ajoutée de la Charte tient au fait qu'elle :

- fournit une définition commune de l'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'homme (article 2), qui indique clairement que ce qui est en jeu n'est pas une simple matière

d'enseignement mais la promotion de la culture des droits de l'homme et de la démocratie au moyen de l'éducation ;

- ouvre la voie à un consensus mondial et a contribué à l'adoption en 2010 de la Déclaration des Nations Unies sur l'éducation et la formation aux droits de l'homme ;
- offre un cadre pour l'action et une liste de contrôle pour la réforme éducative (reposant sur l'approbation d'une perspective commune) ;
- incite à repenser l'éducation et la formation des enseignants et des dirigeants de jeunesse.

Mme Ólafsdóttir a rappelé aux participants que leur engagement, leur persévérance et leur dévouement collectifs sont essentiels au succès de la Charte avant de présenter ses souhaits personnels en vue de sa prochaine étape de développement, notamment :

- la nécessité que les réformes de l'éducation soient animées par les valeurs et les principes de la démocratie, des droits de l'homme et de la primauté du droit, qui sont inscrits dans la Charte ;
- l'attribution d'un statut plus solide à l'ECD/EDH dans les Etats membres et au sein du Conseil de l'Europe ;
- la prise en compte systématique de l'apprentissage tout au long de la vie ;
- l'assimilation de l'éducation de qualité à une éducation fondée sur les principes de la démocratie et des droits de l'homme ;
- la nomination par le Comité des Ministres d'un Rapporteur spécial sur l'éducation à la démocratie et aux droits de l'homme (dont le rôle serait comparable à celui de l'ambassadrice croate auprès du Conseil de l'Europe pour les droits des enfants, qui s'est exprimée vigoureusement à ce sujet à l'intérieur de l'Organisation et au-delà).

M. Derek Walton, président du Comité directeur des droits de l'homme (CDDH), a souligné que l'éducation aux droits de l'homme continue à occuper une place essentielle dans le travail en cours du Comité en vue de la réforme du système de la Convention. Les déclarations finales des trois dernières Conférences de haut niveau sur la réforme de la Cour européenne des droits de l'homme, tenues à Interlaken en février 2010, Izmir en avril 2011 et Brighton en avril 2012, ont mentionné l'importance de cette question.

Lors de la session de clôture, M. Nils Muižnieks, commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, a adressé aux participants une allocution très personnelle et pleine d'enseignements. Il les a invités, en particulier, à chercher à atteindre les personnes vulnérables et à se rendre là où vivent ces personnes comme moyen de motivation pour l'éducation aux droits de l'homme. Il a également souligné le rôle de l'internet et des médias sociaux et exprimé la volonté de continuer à s'occuper de

la question de l'éducation aux droits de l'homme sur internet, car il s'agit là d'un sous-thème important de son travail sur les droits de l'homme dans le contexte d'internet.

3. Bilan

Evaluer les pratiques et le niveau actuels de mise en œuvre de la Charte

La conférence sur *Droits de l'homme et démocratie en action - Un regard vers l'avenir* s'est appuyée sur deux rapports : le premier portait sur l'analyse d'une enquête et d'une auto-évaluation de type principalement quantitatif sur l'ECD/EDH dans les Etats Parties à la Convention culturelle européenne (40 des 50 Etats Parties ayant répondu), réalisée par David Kerr, consultant, avec l'aide du Service de l'Education sous la direction du Comité directeur pour les politiques et pratiques éducatives (CDPPE) du Conseil de l'Europe. Le deuxième rapport, produit par le Service de la Jeunesse du Conseil de l'Europe, collationnait les avis sur la mise en œuvre de la Charte recueillis auprès des ONG (à partir de réponses constituant un échantillon assez inégal et pas nécessairement représentatif des différents pays). Ces rapports, rédigés à l'automne 2012, ont été présentés respectivement par MM. David Kerr et Rui Gomes. Mme Isabelle De Coster a également présenté à la conférence les résultats de l'enquête Eurydice 2012 sur l'éducation à la citoyenneté en Europe⁵, qui décrit les systèmes et politiques d'éducation de 34 pays européens, notamment sous l'angle des approches pédagogiques, de la participation des élèves à la gouvernance des établissements scolaires et de l'évaluation de l'apprentissage concret de la citoyenneté par les élèves.

En se basant sur les résultats des enquêtes susmentionnées, les participants à la conférence ont été invités à formuler des propositions sur les moyens d'améliorer le prochain examen de la mise en œuvre de la Charte (prévu dans cinq ans) et à adresser des recommandations aux Etats Parties à la Convention culturelle européenne, au Conseil de l'Europe et aux organisations de la société civile sur la mise en œuvre de la Charte. Les résultats de leur discussion peuvent être résumés comme suit :

- Bien que les réponses des gouvernements confirment que la Charte constitue aujourd'hui – et continuera à être dans l'avenir prévisible – un important outil de référence pour les Etats membres et contiennent beaucoup d'informations précieuses sur l'évolution et les tendances actuelles de l'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'homme en Europe, les résultats des deux enquêtes fournissent peu d'informations concrètes sur l'impact et la mise en œuvre de la Charte en tant que telle par les institutions publiques et les ONG dans les Etats Parties à la

⁵ Eurydice (2012), *L'éducation à la citoyenneté en Europe* [Agence exécutive « Education, audiovisuel et culture » (EACEA P9 Eurydice et soutien aux politiques), Bruxelles] : http://eacea.ec.europa.eu/education/eurydice/documents/thematic_reports/139EN.pdf

Convention culturelle européenne. Cela s'explique en grande partie par le fait que ces enquêtes ont été réalisées à un stade assez précoce de cette mise en œuvre.

- Certains participants ont exprimé des réserves à l'égard de la méthode d'enquête utilisée pour recueillir le point de vue des Etats, en particulier l'approche essentiellement quantitative. Ils ont considéré, en effet, que les réponses au questionnaire reflétaient des *intentions* plutôt que les *résultats* de politiques, sans fournir d'indications suffisantes sur la question de savoir si et comment les politiques relatives à l'ECD/EDH ont été mises en œuvre et les progrès accomplis en ce domaine ont été évalués.
- On a également suggéré que les réponses à l'enquête auprès des Etats reflétaient probablement une appréciation trop positive des résultats et qu'une analyse critique ou une composante réflexive y faisaient défaut. Autrement dit, les participants ont considéré que l'auto-évaluation par les gouvernements de leurs progrès en matière d'ECD/EDH était insuffisante. Celle-ci devrait, à leur avis, être soutenue ou complétée par d'autres processus de nature à promouvoir une approche plus vigoureuse de l'évaluation.
- Il est notable que, malgré des remarques finales très positives sur la première étape de mise en œuvre de la Charte, le premier rapport⁶ se déclare préoccupé par le fait que les Etats Parties suggèrent que le prochain cycle d'examen porte en priorité sur les domaines de l'ECD/EDH où la promotion et la mise en œuvre sont déjà bien avancées, au détriment des domaines où celles-ci sont encore assez faibles. Cela laisse à penser non seulement que leur attention se focalise sur l'éducation formelle, y compris l'enseignement et la formation professionnelles, et qu'ils négligent des domaines comme la recherche, l'évaluation et l'apport des ONG et des organisations de jeunesse, mais aussi qu'ils ne s'occupent pas suffisamment d'autres domaines dans lesquels on observe de très grandes différences d'engagement entre pays ou bien un engagement purement verbal.
- Les résultats du questionnaire adressé aux ONG sont difficiles à interpréter en raison du nombre inégal de réponses reçues des différents Etats Parties à la Convention culturelle européenne. Néanmoins, le rapport donne à penser que la promotion de la Charte varie selon les pays. Certains participants ont indiqué qu'un questionnaire invitant les ONG à évaluer les progrès réalisés à l'échelon national peut être inadapté aux organisations qui ont un point de vue seulement local ou un domaine d'intérêt ou d'action spécifique, et qu'il serait plus utile de demander aux ONG et aux organisations de jeunesse de fournir des études de cas ou des

⁶ Kerr, D. (2012), Implementation of the Council of Europe Charter on Education for Democratic Citizenship and Human Rights Education, Final Report : http://www.coe.int/t/dg4/education/edc/conference2012/Source/DGIIEDUCDPPE_BU201217_ITEM8.pdf

informations complémentaires utiles pour comprendre ou remettre en cause l'approche gouvernementale. Conjointement, les réponses des ONG et celles des Etats permettraient d'obtenir un tableau plus nuancé de l'ECD/EDH dans un endroit particulier. Ces enquêtes pourraient aussi s'accompagner d'évaluations réalisées par des experts indépendants. D'autre part, la question de l'apprentissage tout au long de la vie semble absente des études actuelles.

Bonnes pratiques

Le programme de la conférence a permis de présenter aux participants un certain nombre d'études de cas détaillées sur des activités conduites dans le cadre de la Charte. Celles-ci ont été l'occasion non seulement d'échanger des informations et de diffuser les résultats de ces activités mais aussi d'examiner les objectifs pour l'avenir, c'est-à-dire de discuter des moyens de continuer à promouvoir l'ECD/EDH grâce à l'utilisation future de la Charte et de contribuer au développement de mécanismes durables pour sa mise en œuvre à la fois dans les Etats Parties à la Convention culturelle européenne et au Conseil de l'Europe. Les études de cas ont servi à illustrer concrètement les possibilités de coopération future entre divers acteurs (institutions nationales et internationales ; secteurs d'éducation formel et non formel ; Etats Parties et ONG). Parmi les pratiques actuelles de mise en œuvre de la Charte qui ont été présentées, on peut citer :

- les universités d'été de Pologne et du Monténégro, comme exemples d'apprentissage international par les pairs. Mme Marlena Falkowska (Pologne) et Mme Bojka Djukanović (Monténégro) ont indiqué que ces universités offrent, avec la participation d'une équipe internationale d'experts, des activités de formation en vue du développement de l'ECD/EDH dans les écoles et les communautés locales. Dans l'exemple polonais, des responsables de l'éducation (un directeur d'école, un enseignant et un représentant d'ONG ou un parent) travaillent ensemble pendant un an et participent à une école internationale d'été regroupant des participants de divers pays de la région. Au Monténégro, l'université d'été regroupe des participants de divers pays d'Europe du Sud-Est qui partagent leurs expériences de promotion de l'éducation aux droits de l'homme, de la démocratie et de la coexistence pacifique ;
- le projet pilote helvético-ukrainien, organisé autour de visites mutuelles des formateurs d'enseignants des pays partenaires et de l'accueil de visiteurs dans le cadre d'un processus d'échange d'expériences sur l'ECD/EDH. M. Rolf Gollob (Suisse) et Mme Raisa Yevtushenko (Ukraine) ont présenté un exposé illustré dans lequel ils ont décrit les processus de réflexion approfondie et d'apprentissage et d'évaluation par les pairs qui ont eu lieu dans le cadre de ce projet, chaque équipe parvenant à une meilleure compréhension de ses pratiques en

s'efforçant de les expliquer aux visiteurs. Les deux partenaires ont insisté sur la « nouvelle manière de penser » qui s'est développée au cours du projet ;

- le Programme conjoint CE/Conseil de l'Europe de trois ans sur l'éducation à la citoyenneté démocratique en Turquie a commencé en 2011 (avec un financement de 6,1 millions EUR). Il s'agit d'un bon exemple de réforme globale de l'éducation dans le cadre de la Charte. Ce programme, qui s'appuie sur les lignes directrices, matériaux et réseaux du Conseil de l'Europe, est mis en œuvre en partenariat avec le ministère de l'éducation nationale et la Commission de l'éducation ;
- divers matériaux diffusés pendant la conférence, notamment une nouvelle édition de *Repères*, le manuel du Conseil de l'Europe qui a rencontré un vif succès, et la nouvelle vidéo *Hate Me*. Cette ressource très convaincante évoque la menace directe que constituent pour les droits de l'homme et la démocratie en Europe les propos haineux en ligne et d'autres expressions et comportements anti-démocratiques et violents. Comme il a été indiqué au cours de la conférence, les acteurs de l'éducation aux droits de l'homme sont aussi des militants des droits de l'homme, ce qui veut dire que l'éducation à la démocratie et aux droits de l'homme doit inciter à agir en faveur de la justice et à défendre les droits de l'homme ;
- la publication du Conseil de l'Europe « *Démocratie et droits de l'homme : A nous de les faire vivre ! Charte pour tous* », présentée par Mme Danica Bojic, Bureau d'organisation des syndicats d'élèves européens (OBESSU). Joliment illustrée et conçue pour rendre la Charte accessible à des apprenants plus nombreux, en particulier parmi les jeunes, cette publication s'accompagne de « lignes directrices pour les éducateurs » contenant de nombreuses idées d'utilisation et d'une affiche pour servir de rappel et de liste de contrôle de l'éducation à la démocratie et aux droits de l'homme.

4. Planifier l'avenir

Les ateliers de la deuxième journée ont été consacrés à l'examen des défis actuels, des solutions possibles et des priorités futures dans le cadre de la Charte. Les participants étaient répartis en huit groupes travaillant en parallèle sur un article particulier de la Charte, comme suit :

- éducation formelle générale et professionnelle (y compris le développement de programmes) (article 6) ;
- enseignement supérieur (article 7) ;
- gouvernance démocratique (article 8) ;

- formation (article 9) ;
- rôle des ONG, des organisations de jeunesse et d'autres parties prenantes (article 10) ;
- critères d'évaluation (article 11) ;
- recherche (article 12) ;
- aptitudes à promouvoir la cohésion sociale, apprécier la diversité et gérer les différences et les conflits (article 13).

Les groupes de travail ont abordé deux objectifs clés de la conférence, à savoir : discuter des moyens de renforcer l'ECD/EDH grâce à l'utilisation future de la Charte et contribuer à l'élaboration de mécanismes durables pour sa mise en œuvre à la fois dans les Etats Parties à la Convention culturelle européenne et au Conseil de l'Europe ; et développer des initiatives concrètes de coopération future entre institutions et organisations nationales et internationales, et entre les secteurs éducatifs formel et non formel.

Le processus d'auto-évaluation par les Etats représente un pas important sur la voie de la mise en place de mécanismes durables pour l'application de la Charte ; néanmoins, certains participants ont critiqué l'insuffisance des progrès réalisés en matière d'ECD/EDH et appelé instamment le Conseil de l'Europe à encourager une approche plus rigoureuse et plus systématique reposant sur une évaluation plus solide de l'ECD/EDH. Pendant la conférence, il a été proposé de nommer un rapporteur spécial du Conseil de l'Europe sur l'ECD/EDH, qui aurait accès à l'information, pourrait étudier les développements sur le terrain et serait aussi chargé de promouvoir l'éducation à la démocratie et aux droits de l'homme dans toute l'Europe.

Dans un esprit de partenariat et reconnaissant que l'ECD/EDH est la responsabilité à la fois de l'Etat et des ONG, et qu'elle atteint sans doute sa plus grande efficacité lorsque les différents partenaires travaillent en collaboration à la mise en œuvre de la Charte, les participants à la conférence ont appelé à une plus grande participation de la société civile et des parties prenantes à la prochaine évaluation des progrès accomplis dans l'application de la Charte et, en particulier, à la prise en compte du point de vue des enfants, des parents et des ONG. Ils ont également recommandé une plus grande transparence de l'information, par exemple en mettant les rapports gouvernementaux à la disposition du grand public, car les réponses contenues dans les derniers rapports établis pour le Conseil de l'Europe ne montrent pas quelles sont en fait les priorités spécifiques de chaque Etat membre, ni ne mettent en lumière les enjeux particuliers ou les obstacles à la mise en œuvre, tels qu'ils se présentent dans différents contextes nationaux. Il semble que, dans les évaluations futures, la question essentielle à poser aux décideurs devrait être : de quelle façon les principes de la Charte ont-ils guidé ou influencé la politique de l'éducation et de la jeunesse pendant les cinq dernières années ? (on trouvera une liste détaillée des recommandations plus haut dans le Résumé, page 6).

5. Activités parallèles

Séminaire Janusz Korczak : un héritage à développer

La conférence a été précédée immédiatement par le Séminaire Janusz Korczak sur « L'éducation à la démocratie : but, pratique et perspectives ». Cette manifestation d'une demi-journée, organisée par la Représentation permanente de la Pologne auprès du Conseil de l'Europe et la Direction de la citoyenneté démocratique et de la participation du Conseil de l'Europe, a eu lieu au Centre européen de la jeunesse à Strasbourg le 28 novembre 2012.

Janusz Korczak était un éducateur juif polonais auteur de livres pour enfants et un pédiatre renommé en Pologne de son vivant, surtout connu sans doute au niveau international pour ses efforts désespérés afin de protéger les orphelins juifs des atrocités commises dans le ghetto de Varsovie. Korczak a été exécuté à Treblinka en août 1942 avec les 192 enfants et ses collègues de l'orphelinat. Le séminaire faisait partie de plusieurs manifestations organisées au niveau international pour célébrer sa mémoire dans le cadre de l'Année Janusz Korczak lancée par la Pologne en 2012.

Toute sa vie, Korczak s'est efforcé d'assurer la pleine participation des enfants aux décisions de la vie quotidienne concernant leur vie et leur avenir. Bien que n'étant pas un éducateur de formation, il a compris le rôle clé de l'éducation pour mettre en œuvre des pratiques démocratiques et contribuer à un avenir plus juste. Le Séminaire Janusz Korczak a donné le ton de la conférence sur *Droits de l'homme et démocratie en action - Un regard vers l'avenir*, de nombreux participants au séminaire ayant ensuite rejoint la conférence. Korczak était évidemment un individu aux talents exceptionnels qui a été la victime d'une mort brutale ; néanmoins, son exemple montre ce que peut accomplir un éducateur aux idées bien définies s'engageant clairement en faveur de la démocratie et des droits fondamentaux des enfants.

La vie, le travail et les écrits de Korczak demeurent aujourd'hui une source d'inspiration pour les défenseurs des droits des enfants. Au cours du séminaire présidé par Mme Urszula Gacek, Ambassadrice de Pologne, et M. Josep Dallerès, Ambassadeur d'Andorre, il a été rappelé aux participants que les enfants ne sont pas de « mini-êtres humains » disposant seulement de « mini-droits de l'homme » mais des détenteurs de droits à part entière. Il est évident non seulement que le travail de Korczak a exercé une influence sur les rédacteurs de la Convention de l'ONU relative aux droits de l'enfant (1989) mais que Korczak, s'il était en vie, critiquerait certaines formes de pensée conservatrices qui persistent aujourd'hui parmi les éducateurs au sujet des droits de

l'enfant. Pawel Jaros, ancien Médiateur pour les enfants (Pologne), a souligné que Korczak était un réformateur, un visionnaire qui rêvait d'un monde meilleur en se projetant au-delà des limites de son temps. Mme l'Ambassadrice Gacek a remarqué que « pour changer le monde de demain, il faut commencer par réformer l'éducation aujourd'hui ». Ces idées sont également apparues dans un bref exposé de Mme Anja Mihr de l'Institut néerlandais des droits de l'homme à l'Université d'Utrecht, qui a examiné la relation entre l'enseignement des droits de l'homme et le renforcement de la démocratie.

Les délégués à la conférence ont passé la plus grande partie de l'après-midi à réfléchir à la signification de ces idées dans des contextes différents, comme par exemple : la législation internationale sur l'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'homme ; la recherche internationale sur les connaissances, les attitudes et l'engagement civiques ; les études de cas et les programmes de coopération internationaux ; le manuel *Repères* du Conseil de l'Europe ; les universités d'été à l'intention des professionnels de l'éducation ; et l'autonomisation des enfants. L'accent mis sur la participation des enfants en tant qu'acteurs responsables de leur vie et de leur éducation et, par extension, sur le rôle qui est le leur dans ce projet essentiel que constitue l'éducation aux droits de l'homme et à la démocratie a été l'une des principales contributions du Séminaire Janusz Korczak à la conférence élargie. Le séminaire a également montré le rôle que peuvent jouer les médias sociaux pour diffuser des idées auprès d'un public plus large, les participants et d'autres ayant pu commenter en direct cette manifestation via Twitter.

Projection par le HCDH du documentaire *A path to dignity: the power of human rights education* [Un chemin vers la dignité : le pouvoir de l'éducation aux droits de l'homme]

Cette manifestation a permis de voir et discuter d'un film documentaire de 28 minutes sur l'impact de l'éducation aux droits de l'homme dans la vie des individus. *A path to dignity*, qui porte sur trois études de cas concernant des enfants d'âge scolaire, des agents des organes d'application de la loi et des femmes victimes de violences, a été produit conjointement par Human Rights Education Associates (HREA), Soka Gakkai International (SGI) et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH). Ces trois partenaires ont également organisé l'activité en question.

Présentation par l'OSCE/BIDDH des Principes directeurs sur l'éducation aux droits de l'homme

Cette activité parallèle a permis à M. Pavel Chacuk (OSCE/BIDDH) et à Mme Felisa Tibbitts de Human Rights Education Associates (HREA) et du Carr Center for Human Rights Policy (Harvard Kennedy School of Government, Etats-Unis) de présenter les nouveaux Principes directeurs de l'OSCE/BIDDH sur l'éducation aux droits de l'homme dans les systèmes d'enseignement secondaire

(*Guidelines on Human Rights Education for Secondary School Systems*) et sur l'éducation aux droits de l'homme des agents des organes d'application de la loi (*Guidelines on Human Rights Education for Law Enforcement Officials*). Ces publications fournissent des directives pour le développement de programmes d'enseignement, l'amélioration des pratiques d'enseignement et d'apprentissage, la formation des enseignants et des formateurs et l'évaluation du travail. Les Principes directeurs sont le résultat de consultations approfondies avec des éducateurs et des formateurs dans le domaine des droits de l'homme, des représentants d'organes gouvernementaux et d'organisations intergouvernementales, de militants des droits de l'homme et d'autres praticiens.

6. Conclusions

Les participants à la conférence ont confirmé que la Charte pouvait guider le développement des politiques et pratiques d'ECD/EDH à l'échelon national d'une manière bien plus ciblée que cela n'a été le cas jusqu'ici, et ils ont formulé un certain nombre de recommandations spécifiques sur les moyens éventuels d'aller de l'avant en ce domaine (voir Résumé, page 6). La conférence a été une excellente occasion d'apprendre les uns des autres, d'examiner de nouvelles possibilités de partenariat et d'identifier les domaines à examiner ou développer à l'avenir. Ces résultats peuvent être résumés comme suit :

Apprendre les uns des autres

L'un des points forts de la conférence est qu'elle a permis de rassembler des collègues de divers secteurs de l'éducation et du travail jeunesse. Environ 200 personnes y ont participé, notamment des représentants des ministères et des Représentations permanentes à Strasbourg, des coordinateurs nationaux d'ECD/EDH, des travailleurs jeunesse et des travailleurs sociaux, ainsi que des représentants des organisations non gouvernementales et des organisations de jeunesse. Ces différents acteurs sont tous engagés, dans leurs fonctions professionnelles et leurs initiatives volontaires, à soutenir l'éducation à la citoyenneté démocratique et/ou l'éducation aux droits de l'homme, mais ils ne collaborent pas et ne coopèrent pas nécessairement avec d'autres secteurs. Le profil d'âge des participants était plus large que lors des conférences précédentes du Conseil de l'Europe sur l'ECD/EDH. Le mélange de participants qui en est résulté a permis un dialogue intéressant, en particulier un dialogue et un apprentissage intergénérationnels (la liste complète des participants est reproduite à l'Annexe II ; des exemples d'innovation dans le domaine de la pratique et de la coopération discutés en session plénière, qui ont permis aux participants d'apprendre concrètement les uns des autres, sont présentés plus haut dans la section sur les bonnes pratiques).

Partenariats

Le succès de la Charte dépend de façon cruciale des partenariats. En tant qu'instrument légal ayant fait l'objet de négociations approfondies avant d'être adopté par les Etats membres du Conseil de l'Europe, la Charte établit une définition commune de l'éducation aux droits de l'homme et à la démocratie (article 2), ainsi que des objectifs et des principes devant permettre le développement d'une culture des droits de l'homme et la prévention des violations des droits de l'homme. La Charte est un outil qui requiert la coopération de différents partenaires ; son efficacité dépend de la volonté des gouvernements et des décideurs politiques. Les Représentations permanentes à Strasbourg jouent un rôle essentiel de liaison entre le Conseil de l'Europe et son travail sur l'éducation aux droits de l'homme et l'éducation à la citoyenneté et les décideurs politiques dans les pays membres. Le réseau de coordinateurs ECD/EDH, qui constituent des partenaires de longue date du Conseil de l'Europe à l'intérieur des Etats Parties à la Convention culturelle européenne, contribue à assurer la pertinence et l'efficacité des activités du Conseil de l'Europe en ce domaine.

Il est notable que l'article 10 de la Charte souligne le rôle des ONG et des organisations de jeunesse (parmi d'autres parties prenantes) dans l'ECD/EDH. Les enfants et les jeunes ne sont pas seulement un groupe cible de l'éducation aux droits de l'homme, ils constituent des partenaires essentiels en ce domaine d'activité et leur contribution doit être reconnue par tous les autres acteurs et soutenue. Les professionnels de l'éducation sont aussi des acteurs clés qui doivent être aidés dans leurs efforts.

Les partenaires essentiels comprennent – il importe de le noter – la Commission européenne ; la conférence elle-même était organisée en coopération étroite avec la CE. Il est prévu de renforcer encore cette coopération dans le cadre d'un prochain schéma des projets pilotes CE-Conseil de l'Europe qui permettra l'attribution de petites subventions à des initiatives conjointes entre deux ou plusieurs pays dans le cadre de la Charte. Le Centre européen Wergeland est aussi un partenaire stratégique des initiatives de coopération.

D'autres organisations internationales intéressées à promouvoir l'ECD/EDH étaient présentes parallèlement au Conseil de l'Europe et ont pris part à une table ronde : la Commission européenne (CE), le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), l'Organisation des Etats américains (OEA), l'UNESCO et le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme de l'OSCE (OSCE/BIDDH). Huit grandes institutions internationales ont maintenant établi, au moyen d'un accord formel, un Groupe international de contact sur l'ECD/EDH pour renforcer la coopération internationale dans la promotion et le développement de l'ECD/EDH. Cette approche coordonnée devrait permettre de mieux soutenir les organes gouvernementaux et les ONG actives en ce domaine.

La grande diversité des participants a permis de renforcer le débat et la discussion, et les recommandations de la conférence reflètent l'étendue de leurs intérêts et de leurs expériences d'ECD/EDH. De nombreux participants ont indiqué que la conférence les avait énormément aidés à améliorer leur compréhension de la Charte et de son potentiel pour soutenir les efforts en faveur du développement de l'éducation aux droits de l'homme et à la démocratie dans divers contextes professionnels.

Domaines à examiner ou développer à l'avenir

Lors de l'examen des progrès accomplis dans l'application de la Charte et de l'établissement d'un cadre de discussion, la conférence n'a pas abordé certaines questions fondamentales qui demeurent un élément essentiel du travail du Conseil de l'Europe. Le rapport *Vivre ensemble : conjuguer diversité et liberté dans l'Europe du XXI^e siècle*⁷ attire fortement l'attention sur un certain nombre de problèmes qui menacent la démocratie en Europe, en particulier la montée de l'intolérance, le soutien croissant dont bénéficient les mouvements xénophobes et populistes et l'existence d'une population « virtuellement sans droits ». Il fait état d'un « manque de leaders » et de l'apparition dans certains pays d'un discours politique problématique au sujet de la diversité et des valeurs démocratiques, et exprime des préoccupations sur les images déformées des minorités que diffusent certains médias.

Certaines de ces questions ont été abordées indirectement dans les allocutions d'ouverture, notamment en relation avec le chômage des jeunes, les troubles sociaux et le développement des mouvements extrémistes en Europe. Lors de la session de clôture, le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, M. Nils Muižnieks, a également évoqué certains « sites de l'éducation aux droits de l'homme » à Strasbourg même (qui ont été marqués par des violations des droits aussi bien dans l'histoire que dans la période contemporaine). Ces questions devront être abordées plus directement dans le cadre de l'éducation, pour que celle-ci traite effectivement à l'avenir des violations des droits de l'homme avant qu'elles ne se produisent et contribue à leur prévention et au développement d'une culture des droits de l'homme.

Afin que l'éducation aux droits de l'homme et à la démocratie tienne effectivement compte de l'existence d'une population virtuellement sans droits à l'intérieur de l'Europe, il est nécessaire de fournir des orientations supplémentaires aux éducateurs et aux décideurs qui souhaitent se servir de la Charte comme d'un outil pour l'ECD/EDH. Le Conseil de l'Europe devrait soutenir l'élaboration de stratégies pour répondre aux besoins éducatifs de cette population et informer les groupes majoritaires, dans le cadre de l'ECD/EDH, de l'existence d'une population sans droits. Les éducateurs

⁷ Groupe d'éminentes personnalités du Conseil de l'Europe (2011), *Vivre ensemble : conjuguer diversité et liberté dans l'Europe du XXI^e siècle*, Rapport du Groupe d'éminentes personnalités du Conseil de l'Europe (Conseil de l'Europe, Strasbourg) : <http://book.coe.int/ftp/3662.pdf>

désireux d'utiliser la Charte pour aborder les questions touchant aux droits et à la diversité ont besoin d'outils spécifiques. Il serait nécessaire, en particulier, d'expliquer le contenu de l'article 13 et d'examiner le contexte politique dans lequel vivent les populations marginalisées et majoritaires, comme le souligne le rapport *Vivre ensemble* du Conseil de l'Europe. Cela implique le choix d'une thématique spécifique comme pour l'organisation d'une conférence ou d'un séminaire, mais les efforts de ce type devraient aussi être intégrés aux autres activités d'ECD/EDH.

Enfin, les groupes de travail de la conférence ont examiné chacun un article particulier de la Charte. Ce faisant, la conférence n'a pas abordé de façon adéquate les liens réciproques entre les divers articles. C'est ainsi, par exemple, que le rapport du groupe de travail chargé d'examiner la question de la recherche (article 12) évoque dans une certaine mesure les articles 6 (éducation formelle) et 7 (enseignement supérieur), mais ne traite pas directement des articles 8 (gouvernance démocratique), 9 (formation), 10 (rôle des ONG), 11 (critères d'évaluation) et surtout 13 (aptitudes à promouvoir la cohésion sociale, apprécier la diversité et gérer les différences et les conflits), en tant que thèmes pertinents de recherche scientifique au regard de l'éducation à la démocratie et aux droits de l'homme. La situation est la même dans les autres groupes de travail et reflète en grande partie le cadre des discussions, tel qu'établi par le groupe d'organisation de la conférence.

7. Remarques personnelles

Dans son allocution d'introduction, Mme Ólöf Ólafsdóttir a cité John Ralston Saul :

Notre système éducatif, il me semble, a de plus en plus pour but de former des salariés loyaux, et ceci alors même que s'accroît le manque de loyauté de l'Etat et des entreprises. Notre objectif devrait être tout à fait différent. Ce qui est en jeu est notre capacité à repenser l'éducation et les attentes du public, afin de créer un espace hors-salariat, hors-loyauté pour la citoyenneté. Après tout, un citoyen est par définition loyal à l'Etat, car ce dernier lui appartient. C'est pourquoi un citoyen est libre d'être irritable, tapageur, véhément et pour tout dire, du point de vue de l'entreprise, déloyal. Là est la clé du succès de notre démocratie.⁸

Saul met en fait ses lecteurs au défi de réexaminer et de repenser la finalité globale de l'éducation. La Charte du Conseil de l'Europe sur l'ECD/EDH offre, elle aussi, une nouvelle orientation aux décideurs en exigeant que ses principes soient à la base de l'élaboration des politiques. Les droits de l'homme et la démocratie y sont replacés au centre en tant que principes au fondement de l'éducation. Ils représentent beaucoup plus que des matières d'enseignement car ils constituent la base même du

⁸ John Ralston Saul (2009), *A Fair Country. Telling Truths about Canada* (Penguin Canada, Toronto), p. 318.

contenu de l'enseignement, que ce soit le contenu formel de la scolarité ou le contenu informel de l'enseignement plus général dispensé dans les écoles et d'autres contextes d'apprentissage.

Dans ses méthodes de travail et son organisation même, la conférence s'est efforcée d'appliquer ces principes, en assurant la participation effective des « participants », notamment par la mise en place de groupes de travail interactifs auxquels était allouée environ la moitié du temps. De manière assez ordonnée et dans l'autodiscipline, les participants à la conférence se sont montrés des citoyens « irritables, tapageurs, véhéments » pratiquant le débat et la critique pour évaluer les progrès accomplis à ce jour dans la mise en œuvre de la Charte et formuler des recommandations qui pourront servir de base à des mécanismes et processus durables en vue de la prochaine étape de sa mise en œuvre.

Dans les discussions sur l'ECD/EDH, il est souvent fait référence au « bon citoyen ». Un présupposé implicite veut parfois qu'un bon citoyen soit un citoyen quelque peu passif, prêt à participer aux procédures démocratiques formelles en votant, mais laissant aux décideurs politiques le soin des processus qui contribuent à façonner la société. Les formes de participation dynamiques adoptées par les participants à la conférence laissent à penser que, pour eux, la « bonne citoyenneté » passe par le dialogue, le questionnement, la critique et la remise en cause des modes de fonctionnement établis. Comme l'ont souligné certains des intervenants en plénière, cela est particulièrement important dans le climat social actuel, à un moment où la crise économique restreint les ressources allouées à l'éducation et à la recherche sur l'apprentissage de la citoyenneté et de la démocratie.

La conférence s'est vue rappeler, d'autre part, la menace directe que constituent pour les droits de l'homme et la démocratie en Europe les propos haineux en ligne et d'autres expressions et comportements anti-démocratiques et violents. Plusieurs intervenants ont déclaré que les formateurs aux droits de l'homme sont aussi des militants des droits de l'homme, ce qui veut dire que l'éducation à la démocratie et aux droits de l'homme doit inciter à agir en faveur de la justice et à défendre les droits de l'homme. Tel est le contexte dans lequel ont été conçues les recommandations pour la mise en œuvre de la Charte et développés les processus en vue de son application durable.

Il est de coutume de se dire « honoré » d'avoir rempli les fonctions de rapporteur général d'une conférence aussi importante que celle-ci. Dans le cas présent, il s'est agi pour moi d'un honneur et d'un privilège véritables, qui m'ont permis d'observer la créativité authentique dont ont fait montre les participants dans leur travail, en apprenant énormément des discussions au sein des groupes de travail et de certaines interventions en séance plénière. J'ai pu ainsi constater en particulier, et ceci plus clairement qu'avant la conférence, la force potentielle de la Charte. Les divers groupes représentés à la conférence, les organisations internationales, les membres élus, les gouvernements des Etats membres et la société civile constituent les éléments d'une société démocratique. Nous

employons parfois pour les désigner le terme de « piliers », mais des piliers se tiennent droit, à distance les uns des autres, pour soutenir un toit, alors que, pendant la conférence, les participants ont discuté, questionné, et argumenté les uns avec les autres – autrement dit, ils ont appliqué concrètement les procédures de la vie démocratique et les principes de l'éducation à la démocratie et aux droits de l'homme.

Les organisateurs de la conférence – le Conseil de l'Europe, le Centre européen Wergeland et la Commission européenne – avaient décidé de réunir des représentants des gouvernements, des ONG et des organisations de jeunesse. Comme nous l'avons découvert en pratique, cela implique de nouvelles méthodes de travail et d'apprentissage commun. Nous n'avons pu perfectionner ces méthodes, mais nous avons fait les premiers pas. Pendant la conférence, il est apparu clairement que la relation entre les organismes chargés de l'éducation aux droits de l'homme et les gouvernements ne peut prendre la forme d'une simple application par les ONG de politiques gouvernementales ou intergouvernementales comme la Charte, et que cette relation doit permettre le questionnement et la réflexion sur la signification de ces politiques, à la fois séparément et en collaboration.

Annexe I : Concept et programme de la conférence

29 novembre 2012

08h00-09h00 **Enregistrement, bâtiment Agora**

09h00-10h30 **Séance d'ouverture (plénière), G03, Bâtiment Agora**

Présidence : M. Jorma Kauppinen, président du Comité directeur pour les politiques et pratiques éducatives (CDPPE) et Mme Seija Astala, présidente du Conseil mixte pour la jeunesse

Message de bienvenue de M. Thorbjørn Jagland, Secrétaire Général du Conseil de l'Europe (délivré par Mme Snežana Samardžic-Markovic, directrice de la Direction générale de la démocratie)

Message de bienvenue de M. Jan Trzczyński, Directeur général, Commission européenne

Message de bienvenue de S.E. Mme Roser Suñé, Ministre de l'éducation et de la jeunesse de l'Andorre, au nom de la présidence andorrane du Conseil de l'Europe

Travaux du Conseil de l'Europe dans le domaine de l'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'homme – Mme Ólöf Ólafsdóttir, Directrice, Direction de la citoyenneté démocratique et de la participation

L'éducation à la citoyenneté dans la Stratégie « Europe 2020 » – M. Pierre Mairesse, Directeur, Direction générale « Education et culture », Commission européenne

Discussion

10h30-11h00 **Ouverture de l'exposition « Les droits de l'homme à l'école : exemples de quatre projets pédagogiques », organisée par la Présidence de l'Andorre du Conseil de l'Europe et suivie d'une pause-café**

11h00-11h30 **Séance d'ouverture (plénière), G03, Bâtiment Agora**

Présidence : M. Jorma Kauppinen, président du Comité directeur pour les politiques et pratiques éducatives (CDPPE) et Mme Seija Astala, présidente du Conseil mixte pour la jeunesse

Présentation du rapport concernant le questionnaire sur la mise en œuvre de la Charte dans les Etats membres – M. David Kerr, Citizenship Foundation, Royaume-Uni

Réflexions sur la mise en œuvre de la Charte par les partenaires non gouvernementaux – M. Rui Gomes, Département de la Jeunesse, Conseil de l'Europe

Introduction à l'Atelier n°1

- 11h30-12h30** **Atelier n° 1 : rapport concernant la mise en œuvre de la Charte : principales conclusions, suites à donner et exemples de bonnes pratiques** (6 groupes de travail en parallèle A-F)
- Groupe A :** Modérateur : Mme Elisabeth Fröchen, France
Rapporteur : Mme Oana Nestian, Roumanie
- Groupe B :** Modérateur : M. Dariusz Grzemny, Pologne
Rapporteur : M. Lars M. Gudmundson, Norvège
- Groupe C :** Modérateur : M. Kurt Edler, Allemagne
Rapporteur : Mme Kataryna Shalayeva, Luxembourg
- Groupe D :** Modérateur : Mme Ljubov Lissina, Espagne
Rapporteur : Mme Siyka Chavdarova-Kostova, Bulgarie
- Groupe E :** Modérateur : M. Petr Cap, République Tchèque
Rapporteur : Mme Tatevik Margaryan, Arménie
- Groupe F :** Modérateur : Mme Elisabeth Kasa, Estonie
Rapporteur : Mme Nevenka Lončarić Jelačić, Croatie
- 12h30-14h00** **Déjeuner**
- 13h00-14h00** **Un chemin vers la dignité : Le pouvoir de l'éducation aux droits humains**
- Activité parallèle du Haut-Commissariat aux droits de l'homme des Nations Unies (HCDH), Salle G01
- 14h00-15h30** **Atelier n° 1: rapport concernant la mise en œuvre de la Charte : principales conclusions, suites à donner et exemples de bonnes pratiques – suite**
- 15h30-16h00** **Pause-café**
- 16h00-16h40** **Séance plénière I (suite) ; G03 ; Bâtiment Agora**
- Président : M. Sjur Bergan, Chef du Service de l'éducation, Conseil de l'Europe
- Compte rendu interactif de l'atelier n° 1
- Exemples d'innovations dans la pratique et la coopération :**
- Mise en œuvre de la Charte: Le projet pilote ukraino-suisse– M. Rolf Gollob, Suisse, et Mme Raisa Yevtushenko, Ukraine
- 16h40-17h00** **Pause**
- Séance plénière I (suite)**
- La démocratie et les droits de l'homme en action : universités d'été régionales en Pologne et au Monténégro – Mme Bojka Djukanovic, Monténégro, et Mme Marlena Falkowska, Pologne
- L'éducation à la citoyenneté en Europe, sondage Eurydice 2012 – Mme Isabelle De Coster, politiques éducatives et analyste de systèmes, Eurydice et soutien politique, Agence exécutive éducation, audiovisuel et culture

Matériels pédagogiques : « Repères : un manuel pour la pratique de l'éducation aux droits de l'homme avec les jeunes » (Repères 2.0) et « La Charte pour tous » – une version adaptée aux enfants de la Charte du Conseil de l'Europe sur l'éducation à la citoyenneté démocratique et aux droits de l'homme – M. Rui Gomes, Service de la Jeunesse, Conseil de l'Europe, et Mme Danica Bojic, Bureau d'organisation des syndicats d'élèves européens (OBESSU)

18h00 Réception et Marché de l'information

30 novembre 2012

09h00-09h30 Séance plénière II, G03, Bâtiment Agora

Présidence : Mme Ana Perona, Directrice, Le European Wergeland Centre

Discours sur l'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'homme de la perspective du Plan d'action et de la Déclaration d'Interlaken par M. Derek Walton, Président du Comité directeur pour les droits de l'homme (CDDH)

Introduction à l'Atelier n° 2

09h30-10h30 Atelier n° 2 : Défis actuels, solutions éventuelles et priorités futures en fonction des articles de la Charte du Conseil de l'Europe sur l'éducation à la citoyenneté démocratique et aux droits de l'homme (8 groupes de travail en parallèle comme suit)

Groupe G : Education formelle générale et professionnelle (dont l'élaboration des programmes d'enseignement) (Article 6)

Modérateur : Mme Sesselja Snaevarr, Islande
Rapporteur : Mme Oana Nestian, Roumanie

Groupe H : Enseignement supérieur (Article 7)

Modérateur : M. Krzysztof Ostrowski, Pologne
Rapporteur : M. Thierry Doufur, Belgique

Groupe I : Gouvernance démocratique (Article 8)

Modérateur : M. Dariusz Grzemny, Pologne
Rapporteur : Mme Elisabeth Backman, Suisse

Groupe J : Formation (Article 9)

Modérateur : Mme Olena Styslavska, Pologne
Rapporteur : Mme Anna Dobrovolskaya, Russie

Groupe K : Rôle des organisations non gouvernementales, des organisations de jeunesse et d'autres parties prenantes (Article 10)

Modérateur : Mme Elisabeth Kasa, Estonie
Rapporteur : M. Georg Pirker, Allemagne

- Groupe L :** Critères d'évaluation (Article 11)
- Modérateur : M. Cesar Birzea, Roumanie
Rapporteur : Mme Tatevik Margaryan, Arménie
- Groupe M :** Recherche (Article 12)
- Modérateur : M. Mitja Sardoc, Slovénie
Rapporteur : Mme Kataryna Shalayeva, Luxembourg
- Groupe N :** Aptitudes à promouvoir la cohésion sociale, apprécier la diversité et gérer les différences et les conflits (Article 13)
- Modérateur : Mme Ljubov Lissina, Espagne
Rapporteur : Mme Joséphine Vassalo, Malte
- 10h30-11h00** **Pause-café**
- 11h00-12h30** **Atelier n° 2 – suite, G03, Bâtiment Agora**
- 12h30-14h00** **Déjeuner**
- 13h00-14h00** **Principes directeurs sur l'éducation aux droits de l'homme**
- Activité parallèle du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE-BIDDH), Salle G01
- 14h00-15h00** **Séance plénière II – suite, G03, Bâtiment Agora**
- Présidence : M. Pierre Mairesse, Directeur, Direction générale « Education et culture », Commission européenne
- Compte rendu de l'atelier n° 2
- Réactions et discussion sur les suites à donner
- 15h00-15h15** **Pause**
- 15h15-16h00** **Séance plénière II – suite, G03, Bâtiment Agora**
- Groupe de contact international sur l'ECD/EDH – table ronde sur le rôle de la coopération internationale dans la promotion et le développement de l'ECD/EDH (30 minutes) :
- Mme Elena Ippoliti, Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH)
Mme Romina Kasman, Organisation des Etats Américains (OEA)
Mme Jun Morohashi, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)
M. Pavel Chacuk, OSCE Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (OSCE/BIDDH)
Mme Yulia Pererva, Service de l'éducation, Conseil de l'Europe
- Discussion
- 16h00-16h20** **Pause-café**

16h20-17h30 Séance de clôture

Présidence : M. Bernard Wicht, Comité directeur pour les politiques et pratiques éducatives (CDPPE) et Mme Anna Dobrovolskaya, Conseil mixte pour la jeunesse

Synthèse de la conférence par la rapporteure générale : Prof. Audrey Osler, Buskerud University College, Norvège

Discours de conclusion sur le rôle de l'éducation dans la protection des droits de l'homme par M. Nils Muižnieks, Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe

Discussion

Remarques de conclusion par M. Pierre Mairesse, Directeur, Direction générale « Education et culture », Commission européenne

Remarques de conclusion par Mme Ólöf Ólafsdóttir, Directrice, Direction de la citoyenneté démocratique et de la participation, Conseil de l'Europe

Informations générales

Ces dernières années, des mutations profondes se sont produites dans le domaine de l'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'homme en Europe et au-delà. En particulier, lors de la 120^e session du Comité des Ministres, le 11 mai 2010, les Ministres des Affaires étrangères et les représentants des 47 Etats membres du Conseil de l'Europe ont adopté la Recommandation CM/Rec(2010)7 concernant la Charte sur l'éducation à la citoyenneté démocratique et l'éducation aux droits de l'homme. Ce texte sera un point de référence essentiel pour toute l'Europe et servira de base au travail mené ces prochaines années par l'Organisation dans ce domaine.

L'adoption de la Charte se rattache à une série de décisions prises par le Comité des Ministres en guise de suite donnée à la Conférence de haut niveau sur l'avenir de la Cour européenne des droits de l'homme, qui s'est tenue les 18-19 février 2010 à Interlaken afin de mettre en œuvre la Déclaration et le Plan d'action adoptés dans cette même ville. Ces décisions visent toutes, d'une manière ou d'une autre, à améliorer la crédibilité et l'efficacité de la Convention européenne des droits de l'homme et le système d'application de celle-ci, et à réduire la pression exercée sur la Cour par un arriéré d'affaires excessif. La Charte fait partie de ces décisions, car l'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'homme est une façon privilégiée « d'apporter aux apprenants des connaissances, des compétences et une compréhension, et de développer leurs attitudes et leurs comportements », de façon qu'ils puissent promouvoir et défendre les droits de l'homme et les libertés fondamentales.

La Charte marque un tournant dans le travail du Conseil de l'Europe en faveur de l'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'homme. Elle est le point culminant du projet concernant le projet sur l'éducation à la citoyenneté démocratique et le programme de jeunesse sur l'éducation aux droits de l'homme.

Deux ans après l'adoption de la Charte, le Conseil de l'Europe s'attache à la diffuser (y compris par le biais de l'élaboration d'une version adaptée aux enfants) et à faire connaître son potentiel pour faire de l'apprentissage de la citoyenneté et des droits de l'homme une réalité pour tous en Europe. A cette fin, les Etats membres et les organisations partenaires non gouvernementales (y compris les organisations de jeunesse) seront invités à faire part de leur expérience et de leurs résultats en matière d'utilisation de la Charte. Un rapport concernant le questionnaire sera rédigé à partir des réponses qui auront été envoyées par les Etats membres. Les contributions d'organisations de la société civile seront aussi collectées.

Dans ce cadre, le Conseil de l'Europe organisera une conférence sur « les droits de l'homme et la démocratie en action – un regard vers l'avenir » en 2012, en collaboration avec la Commission européenne et le Centre européen Wergeland, afin de faire le bilan de l'évolution de la situation dans les Etats membres depuis l'adoption de la Charte et de discuter de la coopération et des stratégies futures pour promouvoir l'éducation à la citoyenneté démocratique et aux droits de l'homme.

Date et lieu

Les 29 et 30 novembre 2012, Strasbourg, France

Organisateurs

La conférence est organisée et subventionnée par les organisations sous-mentionnées :

- Direction de la citoyenneté démocratique et de la participation, Conseil de l'Europe
- Commission européenne
- Centre européen Wergeland

But et objectifs

La Conférence est destinée à rassembler des représentants des Etats parties à la Convention culturelle européenne, des praticiens de l'éducation, des représentants d'organisations de la jeunesse et de la société civile et d'autres partenaires pour faire le bilan des résultats atteints et envisager des collaborations et des stratégies futures pour la promotion de l'ECD/EDH par l'application de la Charte du Conseil de l'Europe sur l'éducation à la citoyenneté démocratique et l'éducation aux droits de l'homme.

Sur la base du rapport concernant la mise en œuvre de la Charte et dans le cadre du suivi de la Déclaration et au Plan d'action d'Interlaken

Ses objectifs sont les suivants :

- Echanger sur les problèmes et les occasions offertes dans le domaine de l'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'homme ;
- Echanger des informations sur les effets et la mise en œuvre de la Charte du Conseil de l'Europe sur l'éducation à la citoyenneté et l'éducation aux droits de l'homme assurée par les établissements publics et les ONG au sein des Etats membres ;
- Discuter des moyens de renforcer l'ECD/EDH par le recours à la Charte ces prochaines années et contribuer au développement de mécanismes durables pour l'application de la Charte à la fois dans les Etats membres et au Conseil de l'Europe ;
- Discuter de collaborations concrètes futures entre institutions nationales et internationales et entre secteurs d'éducation formelle et non formelle.

Résultats escomptés

Au niveau politique :

- Renforcer l'éducation à la citoyenneté démocratique et aux droits de l'homme fondée sur la Charte par une meilleure compréhension des moyens efficaces de promouvoir l'ECD/EDH dans l'ensemble des contextes éducatifs ;
- Améliorer la visibilité du rôle de l'ECD/EDH pour l'avenir des sociétés démocratiques et du travail mené par le Conseil de l'Europe dans ce domaine ;
- Renforcer la coopération de toutes les parties intéressées aux niveaux national et international pour mettre à profit les synergies, assurer une complémentarité et lancer des plans d'action concertés.

Résultats spécifiques :

- Un rapport de la conférence, comprenant les réactions relatives au rapport concernant le questionnaire, les conclusions et les recommandations ;
- Un site internet sur la conférence, où figureront les discours, les communications et des produits multimédias (par ex. des interviews de participants).

Participants

La Conférence réunira des responsables des 50 Etats parties à la Convention culturelle européenne, des représentants d'institutions internationales et de la société civile (y compris des organisations de jeunesse et des fondations œuvrant dans le domaine de l'ECD/EDH). Les participants devraient être au nombre de 200.

Des demandes de nomination seront adressées aux Etats parties à la Convention culturelle européenne qui seront priés de désigner un responsable de haut niveau chargé de l'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'homme.

Seront également invités :

1. des modérateurs, des rapporteurs, des présidents et un rapporteur général
2. les coordinateurs de l'ECD/EDH
3. des ONG internationales
4. des organisations de jeunesse œuvrant dans le domaine de l'ECD/EDH
5. des institutions nationales de défense des droits de l'homme
6. des institutions régionales et internationales
7. des fondations intéressées par l'ECD/EDH
8. des organes du Conseil de l'Europe concernés, notamment :
 - a. le Comité des Ministres
 - b. l'Assemblée parlementaire
 - c. le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux
 - d. le Commissariat aux droits de l'homme
 - e. la Conférence des OING
 - f. le Centre Nord-Sud
 - g. le Programme « Construire une Europe pour et avec les enfants »
 - h. la Direction générale des affaires juridiques et des droits de l'homme
 - i. le Forum mondial de la démocratie
 - j. le Centre européen pour les langues vivantes (CELV)
9. Des professionnels de l'éducation
10. Des représentants des médias.

Organisation et méthodes de travail

Rédaction de rapports et prise de décisions : la conférence est organisée sous l'autorité du Comité directeur du Conseil de l'Europe pour les politiques et pratiques éducatives (**CDPPE**) et le Conseil mixte pour la jeunesse. Un petit groupe préparatoire a été formé pour donner des orientations détaillées et des avis sur le concept et le programme de la Conférence⁹. Le rapport de la Conférence sera soumis aux comités intéressés pour information et suites à donner.

Programme : la première journée sera consacrée à dresser un bilan de ce qui a été fait et la seconde, aux idées d'action future. La séance de clôture permettra de faire la synthèse des conclusions et de donner la parole à une personnalité de premier plan pour qu'elle présente des éléments de réflexion stimulants. En principe, le nombre de discours sera limité le plus possible, tandis que les ateliers viseront à produire des conclusions et des recommandations pratiques. On s'attachera à réaliser des entretiens avec des personnalités de renom.

L'égalité entre les femmes et les hommes et la participation des enfants et des jeunes : les questions de l'égalité entre les femmes et les hommes et la participation des enfants et des jeunes vont être prises en compte dans l'organisation de la conférence.

Communication : un site internet consacré à la conférence sera élaboré et lancé en septembre 2012. Il servira pour la préparation de celle-ci et pour en diffuser les résultats. Il pourrait aussi être utilisé pour une participation en ligne (par exemple transmission vidéo des débats), la collecte d'observations d'un auditoire plus large et pour des liaisons vidéo avec d'autres lieux. Nous allons étudier les possibilités de collaboration à cet égard avec la Direction de la communication du Conseil de l'Europe. La possibilité d'exploiter les ressources des réseaux sociaux sera envisagée en coopération avec le Centre européen Wergeland.

⁹ Le groupe comprend deux représentants de l'ancien Comité directeur de l'éducation, deux représentants des organes statutaires de la jeunesse et deux représentants d'ONG.

Un marché de l'information sera organisé parallèlement à la conférence (ainsi, des matériels et publications seront exposés, présentés ou distribués par les organisateurs et les participants). Sont prévus des tables régionales et une manifestation d'ouverture informelle la veille au soir.

Langues de travail : anglais et français

Documents de travail

- Charte du Conseil de l'Europe sur l'éducation à la citoyenneté démocratique et l'éducation aux droits de l'homme (Recommandation CM/Rec(2010)7).
- Rapport concernant le questionnaire sur la mise en œuvre de la Charte du Conseil de l'Europe sur l'éducation à la citoyenneté démocratique et l'éducation aux droits de l'homme.

Documents de référence

Conseil de l'Europe

- Conclusions du Forum sur l'éducation aux droits de l'homme avec et par les jeunes (Budapest et Strasbourg, 2009)
- Stratégie du Conseil de l'Europe sur les droits de l'enfant (2012-2015)
- Recommandation CM/Rec(2012)2 du Comité des Ministres aux Etats membres sur la participation des enfants et des jeunes de moins de 18 ans
- Recommandation CM/Rec(2007)13 du Comité des Ministres aux Etats membres relative à l'approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes dans l'éducation

Commission européenne

- L'éducation à la citoyenneté en Europe, Etude Eurydice 2012
- Etude sur « la citoyenneté participative dans l'Union européenne », 2012

Autres

- Plan d'action pour la deuxième phase (2010-2014) du Programme mondial d'éducation dans le domaine des droits de l'homme (A/HRC/15/28), adopté par la résolution 15/11 du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies
- Déclaration des Nations Unies sur l'éducation et la formation aux droits de l'homme A/RES/66/137

Annexe II: Liste des participants

STATES PARTIES TO THE EUROPEAN CULTURAL CONVENTION ETATS PARTIES A LA CONVENTION CULTURELLE EUROPEENNE

ALBANIA / ALBANIE

Mr Astrit DAUTAJ, Educational Specialist
Directorate of Education Policies
Institute for Development of Education
Rr. "Naim Frashëri" Nr. 37
TIRANA
Tel: +355 422 435 58
E-mail: astritdautaj@yahoo.com
Working Language: E

ANDORRA / ANDORRE

M. Salvador SALA CARRASCO
Chef du service des programmes scolaires et de formation professionnelle
Ministère de l'Éducation et de la Jeunesse
Av. Rocafort, 21-23
AD600 SANT JULIÀ DE LÒRIA
Tel: +376 74 33 00 Fax: +376 74 33 13
E-mail: salvador_sala@govern.ad
Working language: F/E

ARMENIA / ARMÉNIE

Mr Nerses GEVORGYAN
Ministry of Education & Science
128 Nalbandyan Street
0025 YEREVAN
Tel/fax: + 37493838044
E-mail: nerses.gevorgyan@fulbrightmail.org
Working Language: E

AUSTRIA / AUTRICHE

Mr Bernhard VARGA
Ministry of Science and Research
Teinfaltstrasse 8
Zimmer:353
1014 WIEN
Tel: + 431531205675
E-mail: Bernhard.Varga@bmwf.gv.at
Working language: E/F

Ms Sigrid STEININGER
Head of Section Citizenship Education
Federal Ministry for Education, the Arts and Culture

Abt. Politische Bildung [I/6a]
Minoritenplatz 5
A-1014 WIEN
Tel: +43 (0)1 531202541 Fax: + 42 1 53120 81 2541
E-mail: Sigrid.Steininger@bmukk.gv.at
www.politische-bildung.at & www.politische-bildung.at/english
Working Language: E

AZERBAIJAN / AZERBAÏDJAN

Mr Azad AKHUNDOV, Chief Executive
Ministry of Education
49 Khatai Avenue
AZ 1013 BAKU
Tel/Fax: 9941296 3414
E-mail: azad.akhundov@gmail.com
Working Language: E

BELARUS / BÉLARUS

Mr Mikalai KERNAZHITSKI, Consultant
Division for EU and Subregional Organizations
Department for European Multilateral Cooperation
Ministry of Foreign Affairs
Tel: + 375 17 327 71 37 Fax : + 375 17 210 42 50
E-mail: n_kernozhitsky@mail.ru
Working Language: E

BELGIUM / BELGIQUE***Federation Wallonia-Brussels/Fédération Wallonie-Bruxelles***

Mme Malvina GOVAERT, Directrice de recherche
Secrétariat général du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles
Observatoire de l'Enfance de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse
Rue du commerce 68A
B-1040 BRUXELLES
Tel: +32473358088
E-mail: malvina.govaert@cfwb.be
Working Language: F

Mme Marie-Pierre GROSJEAN
Inspectrice, Service général de l'inspection de l'enseignement secondaire
AGERS-Ministère de l'éducation FWB
20 rue Henri Wafelaerts
1060 BRUXELLES
Tel/fax: +32 65317515
E-mail : marie-pierre.grosjean@cfwb.be
Working Language: F/E

BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE-HERZÉGOVINE

Mr Suad ALIC
Hamdije Kresevljakovica br. 55
71000 SARAJEVO
Tel: + 387 33 552 185 Fax: + 387 33 552 186
E-mail: suadalic@gmail.com
Working Language: E

BULGARIA / BULGARIE

Ms Siyka CHAVDAROVA-KOSTOVA
Vice-Dean International Co-operation and Scientific Activities
Faculty of Pedagogy, Sofia Univeristy "St. Kliment Ohridski"
Bul. "Tsar Osvooboditel" 15, room 22
SOFIA 1504
Tel: + 359-2-9308-546
E-mail: schkostova@abv.bg
Working Language: E/F

CROATIA / CROATIE

Ms Nevenka LONČARIĆ JELAČIĆ
Senior Advisor for EDC/HRE
Education and Teacher Training Agency
Donje Svetice 38
HR-10 000 ZAGREB
Tel: +385(0)1 2785 106; 2785 000; 2785 002
E-mail: nevenka.loncaric-jelacic@azoo.hr
Working language: E

Fax: +385(0)1 2785 001

CYPRUS / CHYPRE

Mr Stylianos CHARALAMBOUS, Chief Education Officer
Secondary Education
Ministry of Education and Culture
Anexarisis str., 5, Kambia
2644 LEFCOSIA
Tel: + 35722800827 Fax: +35722800638
E-mail: stylianoscharalambous@yahoo.com
Working Language: E

CZECH REPUBLIC / RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Mr Petr ČÁP, Director
Civic Education Centre
Masaryk University
Komenského nám. 220/2
662 43 BRNO
Czech Republic
Tel: +420 728 612 165
E-mail: cap@obcanskevzdelavani.cz
Working Language: E

Mr Jaroslav FALTYN, Head of Strategic Development
Czech School Inspection
Frani Sramka 37
150 21 Prague 5
Czech Republic
Tel: + +420777001859
E-mail: Jaroslav.Faltyn@csicr.cz
Working Language: E

DENMARK / DANEMARK**ESTONIA / ESTONIE**

Mr Siiri LEPASAAR
Chief Expert of General Education Department
Ministry of Education and Research
Munga 18

50088 TARTU
Tel: 372 7350231
E-mail: siiri.lepasaar@hm.ee
Working Language: E

FINLAND / FINLANDE

Mr Jorma KAUPPINEN, Director
Finnish National Board of Education
Hakaniemenranta 6
00531 HELSINKI
Tel: +358 29 533 1091
E-mail: jorma.kauppinen@oph.fi
Working language: E

Fax: + +358 29 533 1035

Ms Kristina KAIHARI, Counsellor of Education
General Education
The Finnish National Board of Education
Hakaniemenranta 6
PO Box 380
FIN-00531 HELSINKI
Tel: + 358(0)295331085
E-mail : kristina.kaihari@oph.fi
Working language: E/F

FRANCE / FRANCE

Mme Elisabeth FRÖCHEN
Chef-adjointe du département relations européennes et internationales
Direction générale de l'enseignement scolaire
Ministère de l'Education nationale
110 Rue de Grenelle
75007 PARIS
Tél: +33 (0)1 55 55 11 52
E-mail : elisabeth.frochen@education.gouv.fr
Working language: F/E

Fax: +33 (0)1 55 55 06 35

GEORGIA / GÉORGIE

Ms Maya TCHILASHVILI
National Center for Teacher Professional Development
Ministry of Education and Science
52 Uznadze St.
0102 TBILISI
Tel: +995 32 220 0 220 (ext. 1430)
E-mail: mchilashvili@tpdc.ge
Working Language: E

GERMANY / ALLEMAGNE

Ms Tatjana JUREK, Senior Advisor
European and International Affairs
Standing Conference of Ministers of Education and
Cultural Affairs of the Laender in the Federal Republic of Germany

Taubenstrasse 10
D-10117 BERLIN
Tel.: +493025418474
E-mail: tatjana.jurek@kmk.org
Working language: E/F

Fax: +493025418450

Mr Kurt EDLER, Teacher Trainer
Landesinstitut für Lehrerbildung Hamburg
LI Hamburg
Felix-Dahn-Str. 3
20357 HAMBURG
Tel: +49 (0)40 428842 560
E-mail: Kurt.Edler@li-hamburg.de
Working Language: E/F

Fax: +49 (0)40 428842 579

GREECE / GRÈCE

Ms Maria FASSARI, Deputy Head of Division
Hellenic Ministry of Education & Religious Affairs, Culture & Sports
Division of International Organisations
Directorate of International Relations in Education
37str. Andrea Papandreou
15180 MAROUSSI
Tel: +30 210 344 2474
E-mail: des-c2@minedu.gov.gr
Working language: E

Fax: +30 210 344 2471

HOLY SEE / SAINT-SIEGE

Monsieur Gérald ARBOIT, Directeur de recherche
Centre français de recherche sur le renseignement
Mission Permanente du Saint-Siège auprès du Conseil de l'Europe
2, rue Le Nôtre
67000 STRASBOURG
Tel: +33 (0)3 88 36 64 36
E-mail: gerald.arboit@aliceadsl.fr
Working language: F/E

HUNGARY / HONGRIE

Ms Sára KUN-HATONY, Project-coordinator
Centre for Research
Hungarian Institute for Educational Research and Development
Szalay u. 10-14
H-1055 BUDAPEST
Tel: +36 1 7945 166
E-mail: sara.kunhatony@okm.gov.hu or sara.kun-hatony@nefmi.gov.hu
Working Language: E

ICELAND / ISLANDE

Mr Ólafur SIGURDSSON, Head of Division
Secondary schools
Ministry of Education and Culture
Karastig 7

IS-101 REYKJAVÍK
Tel: +354 5459500
E-mail: olafur.sigurdsson@mrn.is
Working Language: E

Ms Sesselja SNAEVARR, Adviser
Ministry of Education, Science and Culture
Department of Education - Division of Curriculum
Sölvhólgata 4
IS -150 REYKJAVÍK
Tel: + + 354 545 9578
E-mail: sesselja.snaevarr@mrn.is
Working Language: E

Fax: +465 562 3068

IRELAND / IRLANDE

Mr Aidan CLIFFORD, Director
CDVEC - Curriculum Development Unit
Captain's Road
Crumlin
IRL-DUBLIN 12
Tel: +353 1 453 5487
E-mail: aidan.Clifford@cdu.cdvec.ie
Working Language: E

Fax: +353 1 453 7659

ITALY / ITALIE

Ms Claudia SACCONI
Italian Ministry of Education University and Research
Via Ippolito Nievo 35 Roma
00153 ROMA
Italy
Tel: +390658495960
E-mail: claudia.saccone1@istruzione.it
Working language: E/F

KAZAKHSTAN

Mr Stanislav VASILENKO
Representative of the Republic of Kazakhstan to the Council of Europe
Office 5134 – Palais de l'Europe
67075 STRASBOURG Cedex
Tel: (+ 33) (0) 3 90 21 51 11
E-mail: stankovic@etf.rs
Working Language: E

LATVIA / LETTONIE

Ms Sandra FALKA, Specialist for Curriculum of Social Sciences
Ministry of Education and Science
Centre for Curriculum Development and Examinations
Valnu Street 2
RIGA LV 1050
Tel: +37167814438
E-mail: sandra.falka@isec.gov.lv
Working Language: E

LIECHTENSTEIN

LITHUANIA / LITUANIE

Mr Ricardas TOTORAITIS
Department of Studies
Ministry of Education and Science – A. Volano st.2/7
LT-1516 VILNIUS
Tel: +37061528145 Fax: +370 5 2612 077
E-mail: ricardas.totoraitis@smm.lt
Working Language: E

LUXEMBOURG

M. Joseph BRITZ, professeur-attaché
Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle
29, rue Aldringen
L- 2926 LUXEMBOURG
Tel: +352 2 478 5192 Fax: +352 2 478 5130
E-mail: joseph.britz@men.lu
Working Language: F/E

MALTA / MALTE

Ms Josephine VASSALLO
Assistant Director within the Curriculum Management
& eLearning Department
Directorate for Quality and Standards in Education
Ministry of Education and Employment
Curriculum Centre Annexe (Humanities Section)
Sarria Street,
Floriana FRN 1460
Tel: +35625982600 Fax : +35621248602
E-mail: josephine.vassallo@gov.mt
Working Language: E

REPUBLIC OF MOLDOVA / REPUBLIQUE DE MOLDOVA

Mme Valentina MIRON, Vice directrice
L'Agence de l'évaluation et des examens
Ministère de l'Education de la République de Moldova
Rue P.Wadnipru 16, ap. 49
MD-2033 CHISINAU
Tel: +373 22 23 24 69 Fax: +373 22 23 24 69
E-mail: vmiron52@mail.ru
Working Language: F

MONACO

Madame Sylvia CHEYNUT
Conseillère Technique chargée de l'Education
Direction de l'Education nationale, de la Jeunesse et des Sports
Avenue de l'Annonciade
98000 MONACO/Principauté de Monaco
Tel : +377 98 98 80 34 Fax : +377 98 98 85 74
E-mail : scheynut@gouv.mc
Working Language: F

MONTENEGRO/ MONTÉNÉGRO

Ms Bojka DJUKANOVIC
Faculty of Philosophy, University of Montenegro
Danila Bojovica bb
81400 NIKSIC
Tel: +382 (0)40 243 921
E-mail: bojkadj@t-com.me
Working Language: E

Fax: +382 40 247 109

Ms Vidosava KASCELAN, Senior Advisor
Department for Professional Development
Bureau for Education Services
Vaka Djurovica bb
81 000 PODGORICA
Tel: + 382 20408938
E-mail: vidosava.kascelan@zsz.gov.me
Working Language : E

Fax: +382 20 408 527

NETHERLANDS / PAYS-BAS

Mr Peter van DIJK, Senior Advisor
International Policy Department
Ministry of Education, Culture and Science
Rijnstraat 50, PO Box 16375
2500 BJ The Hague
Tel: 31 704123604
E-mail: p.j.vandijk@minocw.nl
Working Language : E

NORWAY / NORVÈGE

Mr John Christian CHRISTIANSEN
Adviser, Curriculum Development
Directorate of Education and Training
Postboks 9359 Grønland
N-0635 OSLO
Tel: +47 23 30 13 46
E-Mail: post@utdanningsdirektoratet.no
Working Language: E/F

Ms Elin RUUD, Senior Adviser
Norwegian Ministry of Education and Research
P.O. BOX 8119
N-0032 OSLO
Tel: + 4790175475
E-mail: eru@kd.dep.no
Working Language: E

POLAND / POLOGNE

Ms Marlena FALKOWSKA, Deputy Director
Centre for Education Development
Aleje Ujazdowskie 28
00-478 WARSAW
Tel: +48601919450
E-mail: marlena.falkowska@ore.edu.pl
Working Language: E/F

Fax: +48 22 345 621 48 00

PORTUGAL

Mme Maria Luisa NUNES, Cadre Supérieur
Ministère de l'Éducation et des Science
Direcção Geral de Inovação e Desenvolvimento Curricular
Av 24 de Julho nº140
1399-025 LISBOA
Tel: +351 213 934 663
E-mail: luisa.nunes@dge.mec.pt
Working Language: F/E

ROMANIA / ROUMANIE**RUSSIAN FEDERATION / FÉDÉRATION DE RUSSIE**

Ms Svetlana TETERINA, Rector
Russian Academy for Upgrading Professional–Standards and Retraining of Educators
House 8, Build. 2a,
Golovinskoye Shosse
122512 MOSCOW
Tel: + 74954591981
E-mail: academy@apkpro.ru
Working Language: E

Ms Tatiana BOLOTINA – Director of the Centre for Civic Education,
Russian Academy for Upgrading Professional – Standards and Retraining of Educators
Office 714, House 8, Build. 2a, Golovinskoye Shosse
122512 MOSCOW
Tel/Fax: +7 (095) 452 05 13
E-mail: tatbolotina@mail.ru
Working Language: E

SAN MARINO / SAINT-MARIN**SERBIA/SERBIE**

Ms Snezana VUKOVIĆ, Head
Department for Strategy and Development
Ministry of Education and Science, Republic of Serbia
Nemanjina St. 22-26
11000 BELGRADE
Tel: +381641409805
E-mail: snezana.vukovic@mpn.gov.rs
Working Language: E

SLOVAK REPUBLIC / RÉPUBLIQUE SLOVAQUE

Ms Katarína ONDRÁŠOVÁ
Regional Education Division
Ministry of Education, Science, Research and Sport
Stromova 1
813 30 BRATISLAVA
Tel: ++421 2 59374 293
Fax: ++421 2 59374 309
E-mail: katarina.ondrasova@minedu.sk
Working Language: E/F

Ms Zuzana STRBIKOVA, Director
National Lifelong Learning Institute

Tomášikova 4
820 09 Bratislava 29
Tel: +421 /2 /69 202 203
Fax: + 421 /2 /69 202 204
E-mail: zuzana.strbikova@nuczv.sk
Working Language: E/F

SLOVENIA / SLOVÉNIE

Ms Erika RUSTJA, Under-Secretary
Ministry of Education, Science, Culture and Sport
Education Development Office
Maistrova 10
1000 LJUBLJANA
Tel: +386 (1) 369 5927
E-mail: Erika.Rustja@gov.si
Working Language: E

SPAIN / ESPAGNE

Ms Maria del Mar ETIENNE PÉREZ, Technical Adviser
Directorate General of Evaluation and Territorial Cooperation
Ministerio de Educación, Cultura y Deporte
Calle Los Madrazo 15-17
2ª planta, Despacho 201
28071 MADRID
Tel: +34 91 701 8457
E-mail: mar.etienne@mece.es
Working Language: E/F

SWEDEN / SUÈDE

SWITZERLAND / SUISSE

M. Benedikt HAUSER
Stv. Leitung (Domaine Education)
Wissenschaftlicher Berater (Coopérations internationales)
Département fédéral de l'intérieur – DFI
Secrétariat d'Etat à l'éducation et à la recherche - SER
Domaine Education
Hallwylstrasse 4, CH-3003 Berne
Tél. +41 31 322 68 32 Fax +41 31 322 78 54
Benedikt.Hauser@sbf.admin.ch

M. Bernard WICHT
Chef de l'Unité de coordination Culture & société, Organisations internationales
Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP)
Maison des cantons
Speichergasse 6
Case postale 660
CH-3000 BERNE 7
Tel : +41 31 309 51 23 Fax : +41 31 309 51 10
E-mail : wicht@edk.ch
Working Language: F/E

Mr Rolf GOLLOB, Head 'Center IPE'
IPE - International Projects in Education
Zurich University of Teacher Education
Lagerstrasse 2

CH-8090 ZÜRICH
Tel: +41 (43) 305 53 76
E-mail: rolf.gollob@phzh.ch
Working Language : E/F

Fax: +41 (43) 305 51 52

“THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA” / « L’EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE »

Ms Ivanka MIJIKJ
Advisor for International Collaboration and Research Projects
Bureau for Development of Education
Ministry of Education and Science
Ruger Boskovik bb
1000 SKOPJE
Tel: +38923089047
E-mail: ivankamijik@bro.gov.mk
Working Language: E

TURKEY / TURQUIE

Mr Emin KARİP
President of the National Board of Education
Ministry of National Education
Talim ve Terbiye Kurulu Başkanı, Teknikokullar
06330 YENIMAHALLE/ANKARA
Tel: +90 312 223 0809
E-mail: eminkarip@meb.gov.tr
Working Language: E

Mr Huseyin SIRIN
Ministry of National Education
National Board of Education
Talim ve Terbiye Kurulu Başkanı, Teknikokullar
06330 YENIMAHALLE/ANKARA
Tel: +90 312 215 20 54/20 56
E-mail: sirinh@gmail.com
Working Language: E

Fax: +90 312 212 25 71

UKRAINE

Ms Rayisa YEVTUSHENKO, Leading specialist
Ministry of Education and Science, Youth and Sport of Ukraine
Peremohy Ave. 10
KYIV 01135
Tel/fax: +38 044 481 47 60
E-mail: r_yevtushenko@mon.gov.ua
Working Language: E

UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI

Mr David KERR, Director of Educational Programmes
Citizenship Foundation
First Floor
50 Featherstone Street
UK – London EC1Y 8RT
Tel: +44 (0) 207566 7759
E-mail: david.kerr@citizenshipfoundation.org.uk
Working language: E/F

Fax: + 44 (0) 207566 4131

**NON-MEMBER STATES HAVING OBSERVER STATUS WITH THE COUNCIL OF EUROPE
ETATS / ETATS NON MEMBRES AYANT LE STATUT D'OBSERVATEUR AUPRES DU CONSEIL
DE L'EUROPE**

CANADA

Mme Marie-Josée GINGRAS, Premier Secrétaire
Ambassade du Canada
Avenue de Tervuren, 2
B-1040 BRUXELLES
Tél.: +32 2 741 06 77
E-mail: marie-josée.gingras@international.gc.ca
Working language: F/E

Fax: +32 2 741 06 09

“Partner for democracy” with the Parliamentary Assembly of the Council of Europe

MOROCCO / MAROC

*M. Abderrazak ROUWANE
Secrétaire Général de la Délégation Interministérielle aux Droits de l'Homme
c/o Consul Général du Royaume du Maroc à Strasbourg
7 rue Erckmann-chatrian
67000 STRASBOURG*

**PERMANENT REPRESENTATIONS TO THE COUNCIL OF EUROPE / REPRESENTATIONS
PERMANENTES AUPRES DU CONSEIL DE L'EUROPE**

ANDORRA / ANDORRE

Monsieur l'Ambassadeur Josep DALLERÈS
Représentant Permanent de l'Andorre auprès du Conseil de l'Europe
10, avenue du Président Robert Schuman
F-67000 STRASBOURG
Tel: +33 (0)3 88 35 61 55
E-mail: rpand@andorracoe.org
Working language: F/E

Mme Margot ALEIX, Adjointe au Représentant Permanent
Représentation Permanente de l'Andorre auprès du Conseil de l'Europe
10, avenue du Président Robert Schuman
F-67000 STRASBOURG
Tel: +33 (0)3 88 35 61 55
E-mail: margotaleix@andorracoe.org
Working language: E/F

CROATIA / CROATIE

Mr Ivan MINTAS, Deputy to Permanent Representative
Représentation Permanente de la République de Croatie auprès du Conseil de l'Europe
70 allée de la Robertsau
67000 STRASBOURG, France
Tel: +33 388370706
E-mail: rpcro@mvep.hr
Working language: E/F

GERMANY / ALLEMAGNE

M. Markus KLINGER, Adjointe au Représentant Permanent
Représentation Permanente de l'Allemagne auprès du Conseil de l'Europe
6 quai Mullenheim
67000 STRASBOURG, France
Tel: +33 3 88 24 67 32
E-mail: pol-3-io@stra.diplo.de
Working language: F/E

LUXEMBOURG

Monsieur l'Ambassadeur Ronald MAYER
Représentation Permanente du Luxembourg auprès du Conseil de l'Europe
65, allée de la Robertsau
67000 STRASBOURG, France
Tel: +33 3 88 15 26 36
E-mail: strasbourg.rp@mae.etat.lu
Working language: F

Mme Anne KAYSER-ATTUIL, Représentante Permanente Adjointe
Représentation Permanente du Luxembourg auprès du Conseil de l'Europe
65, allée de la Robertsau
67000 STRASBOURG, France
Tel: +33 3 88 15 26 36
E-mail: anne.kayser@mae.etat.lu
Working language: F

POLAND / POLOGNE

Mr Robert DRZAZGA, Deputy to Permanent Representative
Political Division
Permanent Representation of Poland to the Council of Europe
2, rue Geiler
67000 STRASBOURG, France
Tel: +33 3 88 37 23 02 Fax: +33 3 88 356 331
E-mail: robert.drzazga@msz.gov.pl
Working language: E/F

COUNCIL OF EUROPE BODIES / ORGANES DU CONSEIL DE L'EUROPE**Committee of Ministers / Comité des Ministres**

H.E. Ms Roser SUÑÉ, Minister of Education and Youth of Andorra

Parliamentary Assembly / Assemblée parlementaire

Mr Michael CONNARTY, Chair of the Sub-Committee on Education, Youth and Sport (apologised)

Ms Angela GARABAGIU, Secretary to the Committee on Culture, Science, Education and Media
Tel: +33 (03) 90 21 45 20 Fax: +33 (03) 88 41 27 76
E-mail: angela.garabagiu@coe.int

Congress of Local and Regional Authorities of the Council of Europe / Congrès des Pouvoirs Locaux et Régionaux du Conseil de l'Europe**Commissioner for Human Rights / Commissaire aux Droits de l'Homme**

Mr Nils MUIZNIEKS, Commissioner for Human Rights

Office of the Commissioner for Human Rights
Ms Silvia GRUNDMANN, Adviser
E-mail: Silvia.grundmann@coe.int

The Conference of International Non-governmental Organisations (INGOs) / Conférence des organisations internationales non gouvernementales (OING)

Mme Roseline MOREAU
Rapporteur de la Commission éducation et culture de la Conférence des OING
10, rue Erckmann-Chatrion
67000 Strasbourg
T : + 33 3 88 14 08 84
E-mail: rmgerfec@orange.fr
Working language:

Steering Committee for Educational Policy and Practice / Comité directeur pour les politiques et pratiques éducatives (CDPPE)

Mr Jorma KAUPPINEN, Director
Finnish National Board of Education
Hakaniemenranta 6
00531 HELSINKI
Finland
Tel: +358 29 533 1091 Fax: + +358 29 533 1035
E-mail: jorma.kauppinen@oph.fi
Working language: E

Steering Committee for Human Rights / Comité directeur pour les droits de l'homme (CDDH)

*Mr Derek WALTON, Chairman
Legal Counsellor, Room WH.MZ.12
Foreign and Commonwealth Office
GB – LONDON SW1A 2AH
Tel: +44 20 7008 3785 Fax: +44 20 7008 2280
E-mail: derek.walton@fco.gov.uk
Working language: E*

Advisory Council of Youth / Conseil consultatif pour la jeunesse

Ms Anna DOBROVOLSKAYA
Russian Federation
E-mail: anna.dobrovolskaya@gmail.com

Mr Mihai FLORAN
Romania
E-mail: romihaitza@gmail.com

Ms Hranush SHAHNAZARYAN
E-mail: hranush.shahnazaryan@gmail.com

Ms Ghofran OUNISSI
France
E-mail: ghofran.ounissi@femyso.org

European Steering Committee on Youth / Comité directeur européen de la jeunesse

Ms Seija ASTALA
Finland

**INTERNATIONAL GOVERNMENTAL ORGANISATIONS / ORGANISATIONS
GOUVERNMENTALES INTERNATIONALES**

ALECSO – Organisation arabe pour l'Éducation, la Culture et la Science

Mme Dhouha BOUKHRIS, Directrice des Relations extérieures

Cabinet du Directeur général

Avenue Mohamed 5

TN - PB 1120 TUNIS

Tel: +21671 908 334

Fax: +216 71 909 065

E-mail: d.boukhris@alecso.org.tn

Working language: F/E

OAS – Organisation of American States

Ms Romina KASMAN

Coordinator Inter-American program on education for democratic values and practices

Office of Education and Culture

1889 F Street NW

Washington DC #7th floor

United States of America (20006)

Tel: +12024583172

E-mail: rkasman@oas.org

Working language: E/F

OHCHR – Office of the UN High Commissioner for Human Rights

Ms Elena IPPOLITI, Human Rights Officer

Methodology, Education and Training Section / RRDD

Office of the UN High Commissioner for Human Rights (OHCHR)

Street Address: Avenue Giuseppe Motta 48

1211 Geneva 10, Switzerland

Mailing Address: UNOG-OHCHR, Palais des Nations

1211 Geneva 10, Switzerland

Tel: +41 22 928 9163

Fax: +41 22 928 9010

E-mail: eippoliti@ohchr.org

Working language: E/F

OSCE/ODIHR – OSCE Office for Democratic Institutions and Human Rights

Mr Pavel CHACUK, Human Rights Advisor

Human Rights Department

OSCE Office for Democratic Institutions and Human Rights (OSCE/ODIHR)

10 Miodowa str, 00-251, PL-WARSAW

Tel: + +48 22 520 0746

Fax: +48 22 520 0605

E-mail: Pavel.Chacuk@odihr.pl

Working language: E

UNESCO

Ms Jun MOROHASHI, Programme Specialist

Section of Education for Peace and Human Rights

Division of Education for Peace and Sustainable Development

Education Sector

7 place de Fontenoy

75325 PARIS 07 SP/France

Tel: +33 (0)1 45 68 17 61

E-mail: j.morohashi@unesco.org

Working language: E/F

INTERNATIONAL NON GOVERNMENTAL ORGANISATIONS (INGO), NETWORKS AND ASSOCIATIONS / ORGANISATIONS INTERNATIONALES NON GOUVERNEMENTALES (OING), RESEAUX ET ASSOCIATIONS

Association européenne des Enseignants (AEDE)/European Association of Teachers (EAT)

Mme Heleen JANSEN
Rue Beau Soleil, F – 32310 SAINT-PUY, France
Tel: +33 5662289555; Mobile: +33 (0)678900538
E-mail: heleen.jansen@orange.fr
Working language: E/F

Association of the Local Democracy Agencies (ALDA)

Ms Biljana ZASOVA, Senior Coordinator
c/o Council of Europe
Avenue de l'Europe
67075 STRASBOURG, France
Tel: +33(0)390214593
Email: biljana.zasova@aldaintranet.org
Working language: E/F

Conférence des Eglises européennes

M. Vincent DUBOIS
Commission Eglise et Société
8 rue du Fossé-des-Treize
67000 STRASBOURG
Tel: +33 3 88 15 27 60
E-mail: csc@cec-kek.fr; vincentamdubois@skynet.be
Working language: E/F

DARE – Democracy and Human Rights Education in Europe

Mr Georg PIRKER, DARE Secretary
c/o Arbeitskreis deutscher Bildungsstätten Mühlendamm 3
D-10178 BERLIN
Tel: +493040040117 Fax: +493040040122
E-mail: pirker@adb.de
Working language: E/F

European Centre for Minority Issues (ECMI)

Ms Zora POPOVA, Senior Research Associate
Citizenship and Ethics
Schiffbrücke 12
Kompagnietor Building
D-24939 FLENSBURG
Tel: +49 461 1414 924 Fax: +49 461 1414 919
Email: popova@ecmi.de
Working language: E/F

European Parents' Association (EPA)

M. Oren GOSTIAUX
Member of the Board
35 rue Louis Blanc
F- 69006 LYON
Tel: + 33 (0)614205929

E-mail: office@epa-parents.eu; gostiaux@peep.asso.fr
Working language: F/E

Human Rights Education Associates (HREA)

Ms Felisa TIBBITTS, Founder and Senior Advisor
689 Massachusetts Avenue
Cambridge, MA 02139 USA
Tel: +1 617 301 4379
E-mail: ftibbitts@hrea.org
Working language: E

International Association for the Evaluation of Educational Achievement (IEA)

Ms Barbara MALAK-MINKIEWICZ, IEA Secretariat, Manager Membership Relations
Herengracht 487
1017 BT AMSTERDAM, Netherlands
Tel: +31 20 625 3625 Fax: +31 20 420 7136
E-mail: b.malak@iea.nl
Working language: E

Mr Dirk HASTEDT

*IEA Data Processing and Research Center
Mexikoring 37
22297 HAMBURG, Germany
Tel: +49 40 48 500 613 F ax: +49 40 48 500 503
E-mail: viola.hingst@iea-dpc.de*

NGO Working Group on Human Rights Education and Learning of the Conference of NGOs in Consultative Relationships with the UN

Mr Kazunari FUJII, Director, (Chair of the NGO Working Group on Human Rights Education and Learning of the Conference of NGOs in Consultative Relationships with the UN)
Soka Gakkai International (SGI) United Nations Liaison Office in Geneva
150, route de Ferney, P.O. Box 2100
CH-1211 GENEVA 2
Tel: +41-22-7552700 Fax: +41-22-7552702
E-mail: sgiungv@bluewin.ch
Working language: E/F

South Asia Democratic Forum (SADF)

Ms Anne Joséphine FLANAGAN, Policy Adviser
Avenue des Arts 19
B – 1210 BRUSSELS
Tel: +32494323212
E-mail: anne@sadf.eu
Working language: E/F

The European Civil Society Platform on Lifelong Learning (EUCIS-LLL)

Mr Geoffrey SCAPLEHORN, Vice President
Beechwood Farm
Grangehill Road
Tydd St Giles, Wisbech
UK-Cambridgeshire PE13 5NP
Tel: +44 1945 440311
E-mail: scaplehorn@scaplehorn.eu
Working language: E/F

NATIONAL HUMAN RIGHTS INSTITUTIONS / INSTITUTIONS NATIONALES DES DROITS DE L'HOMME

Ms Niki BAFE, Senior investigator
Children's rights
Greek Ombudsman
5 Hadjiyanni Mexi str.
GR 115 28 ATHENS
Tel: +30 2107289817
E-mail: nbaffes@gmail.com
Working language: E

Fax: + 30 210 7289639

Mr Pawel JAROS, former Ombudsman for Children, Poland
E-mail: Aleksandra.Stec@brpd.gov.pl
Working language:

EDUCATION PROFESSIONALS, NATIONAL NGOs AND FOUNDATIONS / PROFESSIONNELS DE L'EDUCATION, ONGs NATIONAUX ET FONDATIONS

Ms Angela CHICU, President
Union of Business Press from Moldova
P.O. Box 168
Bd. Stefan cel Mare 134
MD-2012, CHISINAU
Republic of Moldova
Tel: +373 22 549316
E-mail: chicua@mail.ru
Working language: E

Fax: +373 22 549316

Mr Zoran KIRINIC, Pedagogical adviser
Primary school Glina
Matije Slatinskog 4
10410 VELIKA GORICA
Croatia
Tel: +38544880662
E-mail: zorankirinic@yahoo.com
Working language: E

Mr Ruben KRRIKYAN

Jinishian Memorial Foundation (JMF)
34 Abovian street # 5
0009 YEREVAN
Armenia
Tel: +374 10 54 44 17; +374 10 46 11 06
E-mail: rubenk@jinishian.am
Working language: E

Fax: + 374 10 54 28 52

Ms Inger LANGSETH, Associate professor
NTNU
Teacher training
Belvedere 31

N-7020 Trondheim
Tel: +47 41273111
E-mail: inger@norwenglish.com
Working language: E/F

Ms Mary POKATOVICH
Litsey "Shkola menedzerov"
Kvartira 37, dom 7 "B", ulitsa Profsouznaya
301659 NOVOMOSKOVSK
Russian Federation
Tel: +7(48762)59567
E-mail: marypokatovich@yandex.ru
Working language: E

Ms Clara Isabel POLO BENITO
IES Ribera del Tajo (High School)
Avda. del Príncipe 49 4º C
45600 Talavera de la Reina, Toledo
Spain
Tel: + 34 925 81 68 40
E-mail: isabelbenito37@gmail.es
Working language: E

Ms Guðrún RAGNARSDÓTTIR, Teacher Trainer
School of Education
University of Iceland
Bakkastaðir 27
112 REYKJAVÍK
Iceland
Tel : +354 557 5800
E-mail: gr@bhs.is; gr@bhs.is
Working language: E

Ms Dragana RADOMAN
Teahcer in Primary schools "Radoje Cizmovic" and "Milija Nikcevic" Niksic
Stubicka 7/2
81400 NIKSIC
Montenegro
Tel: +382 67 239 275; +382 68 081 180
E-mail: dragana_radoman@yahoo.com
Working language: E

Ms Olena STYSLAVSKA, Educational Advisor
Centre for Education Development
Aleje Ujazdowskie 28
00 – 478 WARSZAWA, Poland
Tel: +48 22/ 345 37 52
E-mail: Olena.Styslavska@ore.edu.pl
Working language: E

**YOUTH PROFESSIONALS, NGOs AND FOUNDATIONS / PROFESSIONNELS DE LA JEUNESSE,
ONGs ET FONDATIONS**

Mr David AYNSLEY
TR14ers Community Dance Team

C/O 52 Crellow Fields, Stithians Truro
UK – CORNWALL TR3 7RE
Tel: + 44 (0) 7 809 591 587
E-mail : davida@volunteercornwall.org.uk
Working Language: E

Ms Danica BOJIC
Organising Bureau of European School Students (OBESSU)
Radnicka 44/1
11030 BELGRADE, Serbia
E-mail: bojicdanica@gmail.com
Working Language: E

M. Sebastien BOUTREAU-BONNETERRE
E-mail : sebastien.botreau-bonneterre@iidhp.eu
Working Language: F

Ms Aikaterini Katerina BOUTSIA
Institute of Educational Policy
Ministry of Education
Tsoha 36
11521 ATHENS, Greece
Tel: +306947599946
E-mail: kat.b.gr@gmail.com
Working language: E

Ms Sonia BREDA
REDHE - Portuguese Network of Human Rights Education
Av. Uruguai, nº10 - 3.º Dto,
1500-613 LISBOA, Portugal
Tel: +35 1 91 49 83 631
E-mail : sonia_breda@yahoo.co.uk
Working Language: E

Sulkhani CHARGEISHVILI
Georgian School Students Unions' Alliance
119, Georgia
Tel: +995 322 35 16 55
E-mail : sulxanchargeishvili@gmail.com
Working Language: E

Ms Jelena DZOMBIC
Helsinki Committee for Human Rights in Serbia
Kralja Milana St. 10
11000 BELGRADE, Serbia
Tel: +381112688289
E-mail: dzombic.jelena@gmail.com
Working Language: E

Mr Maxim EFIMOV
Youth Human Rights Group of Karelia
185026, Petrozavodsk
ROVIO, 28-5, Estonia
Tel: +8142 519062
E-mail : yhrqkarelia@gmail.com
Working Language: E

Ms Matilda FLEMMING
United Network of Young Peacebuilders
Laan van Meerdervoort 70
2517AN DEN HAAG, the Netherlands
Tel: +31 7 03 64 77 99
E-mail : matilda.flemming@unoy.org
Working Language: E

Mr Federico GAVIANO
Associazione TDM 2000
Via Sant'Andrea 11
CAGLIARI, 09129, Italy
Tel: +393317728688
E-mail: fgaviano@hotmail.com
Working Language: E/F

Ms Sandra GRUJEVSKA
NGO 'Center of intercultural Dialogue' -Kumanovo
Vera Kotorka 39
MK1300 KUMANOVO
«The former Yugoslav Republic of Macedonia»
Tel: +389 31 421 330
E-mail : sandragjorgevska@yahoo.com
Working Language: E

Mr Dariusz GRZEMNY
Human Rights Education Youth Network
Glogow, Poland
Tel: +48609476889
E-mail : darek.grzemny@gmail.com
Working Language: E

Ms Medea GUGESHASHVILI
Youth Association for Better Future (YABF)
Paliashvili str. #7, TBILISI, Georgia, 0179
Tel: +995 599 00 08 22
E-mail : g_medea@yahoo.com
Working Language: E

Mr Raul GULMAMMADOV
Azerbaijan Volunteers' Public Union
Sabir str. 3, Old City,
AZ1000 BAKU, Azerbaijan
Tel: +99412 4928045
E-mail : raul_vo@yahoo.com
Working Language: E

Ms Louiza HADJIVASILIOU
NGO Support Centre
27, Ezekia Papaioannou street,
1075 NICOSIA, Cyprus
Tel: + +357 22 875099
E-mail: louiza@ngo-sc.org
Working Language: E

Mr Osiris HOEPEL
JEF Netherlands
Paulus Potterstraat 97, the Netherlands
Tel: +31 6 16 02 67 69
E-mail : osiris.hoepel@gmail.com
Working Language: E

Ms Elizabeth KASA MALKSOO
Estonian Institute of Human Rights
Villardi 22-6,
10136 TALLINN, Estonia
Tel: +3726 421 000
E-mail : elizabeth_kasa@yahoo.com
Working Language: E

Ms Ida KREUTZMAN
Organising Bureau of European School Student Unions (OBESSU)
Rue de la Sablonnière, 20,
Brussels, Belgium
Tel: +32 2 6472390
E-mail : ida@obessu.org
Working Language:

Mr Alban KRYEZIU, HRE Trainer
Payton Place str 14
Pristina, Kosovo¹⁰
Tel: +377 44 255 018
E-mail: alban49@yahoo.com
Working Language: E

Mr Kalle KOSTHORST
Federation of Young European Greens | Young European Professionals
31 rue Wiertz
B-1050 BRUSSELS
or
Bundeszentrale für politische Bildung/bpb
Fachbereich Veranstaltungen und Projektleitung
Svetlana Alenitskaya
Adenauerallee 86
D-53113 BONN
Tel: +3226260727 | +4922899515509
E-mail : kalle.kosthorst@web.de
Working Language: E

Ms Ljubov LISSINA
NGO Trajectorya
Lõunemere tee 27-53,
13914 TALLINN, Estonia
Tel: +37255697733
E-mail : ljubov@trajectorya.ee
Working Language: E

¹⁰ All reference to Kosovo, whether to the territory, institutions or populations, in this text shall be understood in full compliance with United Nations Security Council Resolution 1244 and without prejudice to the status of Kosovo.

Mr Elvis MEMETI
NGO Sonce
1200 TETOVO, «The former Yugoslav Republic of Macedonia»
Tel: +389 44 340 315
E-mail : e_memeti@yahoo.com
Working Language: E

Ms Ivana MALARIC, Vice President
SKA Youth Organisation
Polje Krapinsko 47,
49 000 KRAPINA, Croatia
Tel: +34 6359 10 943
E-mail: ivmalaric@gmail.com
Working Language: E/F

Ms Tatevik MARGARYAN
World Independent Youth Union
Raffi str. 51/26,
0064 YEREVAN, Armenia
Tel: + 374 94 400 246
E-mail : tatev_77@yahoo.com
Working Language: E

Ms Ankica MILIC
Croatian Youth Network
Nazorova 22
10000 ZAGREB, Croatia
Tel: +385 1 4573 937
E-mail : ankica.milic@gmail.com
Working Language: E

Ms Petra MILOSAVLJEVIC
Youth Creative Centre
Djure Jaksica L2/24
JAGODINA 35000, Serbia
Tel: +38164530504011
E-mail : petramilosavljevic@gmail.com
Working Language: E

Ms Iana MINOCHKINA
Sutyajnik, NGO
SIRENEVIJ BULVAR, 1-313
Russia
Tel: +7-343-355-36-51
E-mail : minochkinayana@yandex.ru
Working Language: E

Ms Crina Elena MORTEANU
Chance for Children Foundation
Lonyay utca 34, III./21
IX District,
1093 BUDAPEST, Hungary
Tel: +3613230882
E-mail : crina.morteanu@cfcf.hu
Working Language: E

Ms Oana NESTIAN SANDU
Intercultural Institute of Timisoara
str. 16 Decembrie 1989, nr. 8,
TIMISOARA, 300173, Romania
Tel: +40 25 64 98 457
E-mail : oana.nestian@intercultural.ro
Working Language: E

Ms Andreia NUNES
Amnesty International Portugal
Av. Infante Santo, 42, 2Âº
1350-179 LISBON, Portugal
Tel: + 35 1 21 38 61 664
E-mail : andreia_nunes@hotmail.com
Working Language: E

Ms Galina PETRENKO
National Research University - Higher School of Economics, Department of Public Policy
Myasnitskaya 20
101000 MOSCOW, Russia
Tel: +74957729590
E-mail : crimonsky@yandex.ru
Working Language: E

Ms Sofya PIRADYAN
FYCA
M. Baghramyan Ave. 24B, #2
YEREVAN 0019, Armenia
Tel: + 37 410 581 891
E-mail : P_iren2000@yahoo.com
Working Language: E

Ms Irina RETS
International Network - Youth Human Rights Movement
a/ya 152, Voronezh-centre, RUS-394000 Russia
Tel: +74732553947
E-mail : irina_rets@bk.ru
Working Language: E

Ms Ana Carla RODRIGUES AFONSO
CEIPES - International Centre for the Promotion of Education and Development
Via G. La farina 21
90141 PALERMO, Italy
Tel: +39 (0) 9 17 84 82 36
E-mail : afonso@ceipes.org
Working Language: E

Mr Siarhei SALEI
Grodno Public Association of Young Intellectuals VIT
410, Budziony Str., 48a,
GRODNO 230023, Belarus
Tel: +375152757168
E-mail: ssalei@yahoo.com
Working Language: E

Ms Kateryna SHALAYEVA
Pool of European Youth Researchers, Initiatives of Change
France
E-mail : kateryna_shalayeva@yahoo.com
Working Language:

Ms Brisilda TACO
Romano Kham
Tasim Shehu Nr.58
TIRANE, Albania
Tel: + 35542340322
E-mail : brisildataco@yahoo.com
Working Language: E

Mr Sérgio XAVIER
Praceta Francisco Ramos da Costa n.º 13 A
2725-579 Tapada das Merc.ãs – SINTRA
Portugal
Tel: + 35 1 96 23 55 014
E-mail : sergiomxavier@gmail.com
Working Language: E

Ms Mariya YASENOVSKA
Kharkiv Regional Foundation 'Public Alternative'
72/48, Lenin Avenue
KHARKIV, 61103, Ukraine
Tel: +38 (0)57 3450707; +38 (0)50 4023456
E-mail : public.alternative@gmail.com
Working Language: E

Mr Archippe YEPMOU, President
Internet Sans Frontiers
25, Ru Ponthieu
75008 Paris, France
<http://www.internetsansfrontieres.com>
<https://www.facebook.com/InternetSansFrontieres>
Twitter: @archippe
Skype: archippe77

SPECIAL GUESTS / INVITES SPECIAUX

Mr Hermann ABS, Professor
Faculty of Social and Cultural Studies
University of Giessen
Karl-Gloeckner-Str. 21B
D-35394 GIESSEN
Tel/fax: +49.641.99-24191
E-mail: h.j.abs@erziehung.uni-giessen.de
Working Language: E

Ms Elisabeth BACKMAN
Backman Ledarskap
Krokvagen 8
S-14637 TULLINGE

Tel: +46722 536339
E-mail: elisabeth.backman@hotmail.com
Working language: E

Ms Jolanta BARSKA
Mayor of Nysa, Poland
E-mail: jbarska@tlen.pl
Working language:

Mr Cesar BIRZEA
DEC Project for Teacher Education
SNSPA-National School for Political and Administrative Studies
Str.Povernei 4-6, Sector 1
BUCHAREST, Romania
Tel: +4021-2117145 Fax: +40212141791
E-mail: cb@snspace.ro
Working language: F/E

M. Bernard DUMONT
Consultant in Training Engineering, E-learning and Quality in Education t
Bernard Dumont Consultant
Hameau Lalabel
F-30570 NOTRE-DAME DE LA ROUVIERE
Tel: +33 467 82 54 55
E-mail: bdumont.consultant@gmail.com
Working Language: F/E

Mr Martin EATON, Legal Consultant
The Old Farmhouse
Yew Tree Farm, Brookhouse Road
Blackwell, UK – BROMSGROVE B60 1QP
Tel: +44 121 447 7013
E-mail: martin.eaton@o2.co.uk
Working language: E

Mr Helmut FENNES
Institute of Educational Science
University of Innsbruck
Liebeneggstrasse 8
6020 INNSBRUCK, Austria
Tel: +43 699 1969 0697
E-mail: helmut.fennes@uibk.ac.at
Working Language: E/F

Ms Nataliya KLOKAR, Head of Department
General Education and Science Department
Kyiv Region State Administration
6,Kchreschatyk Str.
01001 KYIV, Ukraine
Tel: +38(044)2782333 Fax: +38(044)2782162
E-mail: sekretar@kyiv-oblosvita.org.ua
Working language: E

Ms Audrey OSLER, **General Rapporteur**
Buskerud University College, Norway
44 Knighton Drive

UK-LEICESTER LE2 3HB
Tel: +44 116 2703596
E-mail: a.h.osler@leeds.ac.uk
Working language: E/F

Mr Krzysztof OSTROWSKI, Vice Rector
Pultusk Academy of Humanities
Elegijna 29
PL – 02 787 WARSZAWA
Tel: +48226412656
E-mail: krzysztof@ostrowski.waw.pl
Working Language: E/F

Fax: +48 226 433 537

Ms Reinhild OTTE, Consultant in Education for Democracy and Human Rights
Rittnerstrasse 40
D-76227 KARLSRUHE
Tel: 49721408319
E-Mail: Reinhild.Otte@web.de
Working Language: E/F

Fax: + 497219414303

Ms Tetyana PODASHEVSKA
Vice-Governor
Kyiv Region, Ukraine

Mr Sev OZDOWSKI
Director, Equity and Diversity
University of Western Sydney
Locked Bag 1797
Penrith South DC 2751
North South Wales
Australia
Tel: +61 2 9678 7374
E-mail: s.ozdowski@uws.edu.au
Working language: E

Fax: +61 2 9678 7373

Mr Mitja SARDOC
Educational Research Institute
Gerbiceva 62
1000 Ljubljana
Slovenia
Tel: + 386 41 906 486
E-mail: mitja.sardoc@quest.arnes.si
Working language: E

Fax: + 386 1 4201 244

Mr Virgilio SOARES, University Professor
University of Lisbon
Estrada da Luz, 165, 2.º esq.
1600-154 LISBOA
Portugal
Tel: +351-217277721; +351-217500092
E-mail: vasoares@fc.ul.pt
Working language: E/F

Mr Christoph STRÄSSER MdB
Deutscher Bundestag
Platz der Republik 1

11011 BERLIN
Germany
Working language: E

Ms Hanna VASILEVICH, Project Research Associate
European Centre for Minority Issues (ECMI)
Schiffbrücke 12
Kompagnietor
D-24939 FLENSBURG
Tel: +494611414923 Fax: + 494611414919
Working language: E

Ms Tingting YANG
H0503 Moov in
Børsemakergata 2
3045 DRAMMEN
Norway
Tel: + 47 46383165
E-mail: ytld1982@163.com
Working language: E

PRESS / PRESSE

FENA News Agency

Mr Fedžad FORTO, Deputy editor-in-chief
Bosnia and Herzegovina
Tel: +387 61 248 510
E-mail: fedzad.forto@fena.ba
Working language: E

“Official Education Documents”

Ms Tatiana PEREGI
Russian Federation
Tel: +33 (0)6 85 56 56 25
E-mail: pes@online.ru

Polskie Radio

Mr Andrzej GEBER, Strasbourg correspondent

Radiosarajevo.ba

Ms Lejla COLAK, Journalist
Bosnia and Herzegovina
Tel: +387 61 697 992
E-mail: lejla@radiosarajevo.ba
Working language: E

Russian Teacher’s Newspaper

Mr Peter POLOZHEVETS, Editor-in-chief
Ananievskiy pereulok 4/2/ building 1
107045 MOSCOW
Russian Federation
Tel: + 7 903 7906589
E-mail: peterpol@ug.ru
Working language: E

TRT

Mr Mustafa PINAR, Journalist/News reporter

Tel: +90 507 7603099

E-mail: m.pinar82@hotmail.com

Working language:

Mr Aykut OLGUN, Cameraman

Tel: +90 537 3731374

E-mail: aykutolgundun34@gmail.com

Working language:

ORGANISERS / ORGANISATEURS**EUROPEAN COMMISSION / COMMISSION EUROPEENNE**

Mr Jan TRUSZCZYNSKI, Director-General

Directorate-General Education and Culture

1, Place Madou,

B-1210 BRUSSELS

Tel: +3222995488

E-mail: silvia.bode-schmidt@ec.europa.eu

Working language: E/F

Mme Luisella PAVAN-WOOLFE, Ambassadeur

Chef de la Délégation de l'Union Européenne auprès du Conseil de l'Europe

18, Boulevard de l'Orangerie

67000 STRASBOURG, France

Tel: +33 (0)3 90 40 60 80

E-mail: delegation-strasbourg-1@eeas.europa.eu

Mr Pierre MAIRESSE, Director

Directorate A - Lifelong learning: horizontal policy issues and 2020 strategy

Directorate-General Education and Culture

Tour Madou

1, Place Madou

B-1040 BRUSSELS

Tel: + 3222962009

E-mail: Pierre.Mairesse@ec.europa.eu

Working language: F/E

Ms Isabelle DE COSTER, Education Policy and System Analyst

Education, Audiovisual and Culture Executive Agency (EACEA)

Managing programmes and activities on behalf of the European Commission

Unit P9 - Eurydice & Policy Support

BOU2 1/127

Tel: +32 2 295 09 61 (direct phone)

Fax: +32 2 292 19 71

E-mail: isabelle.de-coster@ec.europa.eu

Mr Stan VAN ALPHEN, Policy Officer

MADO 08/22

B-1049 BRUSSELS

Tel: +32 2 2953980

E-mail: stan.van-alphen@ec.europa.eu

THE EUROPEAN WERGELAND CENTRE

Ms Ana PERONA-FJELDSTAD, Executive Director
C J Hambros plass 5
NO-0164 OSLO
Tel: +4721014500; Mobile: +4790962723
E-mail: a.perona@theewc.org
Working language: E

Fax: +4721014501

Ms Nina BAGLEY STABEL, Communication Adviser
C J Hambros plass 5
NO-0164 OSLO
Tel: +47 21 08 24 15
E-mail: n.bagley@theewc.org
Working language: E

Ms Caroline GEBARA, Senior Adviser
C J Hambros plass 5
NO-0164 OSLO
Tel: +47 21 08 24 12
E-mail: c.gebara@theewc.org
Working language: E

Mr Lars GUDMUNDSON
C J Hambros plass 5
NO-0164 OSLO
Tel: +47 21 08 24 18
E-mail: l.gudmundson@theewc.org
Working language: E

Ms Kjersti t. KLETTE, Adviser
C J Hambros plass 5
NO-0164 OSLO
Tel: +47 21 08 24 16
E-mail: k.klette@theewc.org
Working language: E

SECRETARIAT OF THE COUNCIL OF EUROPE / SECRETARIAT DU CONSEIL DE L'EUROPE

Mr Thorbjørn JAGLAND, Secretary General / Secrétaire Général

Directorate General of Democracy (DGII) / Direction générale de la démocratie (DGII)

Ms Snežana SAMARDŽIĆ-MARKOVIĆ, Director General / Directrice Générale
Tel: +33 (0)3 88 41 22 36 Fax +33 (0)3 88 41 27 56
E-mail benedicte.kern@coe.int

Directorate of Democratic Citizenship and Participation / Direction de la citoyenneté démocratique et de la participation

Ms Ólöf ÓLAFSDÓTTIR, Director / Directrice
Directorate General II, Council of Europe, F-67075 STRASBOURG CEDEX
Tel: +33 (0)3 88 41 23 39 Fax: +33 (0)3 88 41 27 88
E-mail: olof.olafsdottir@coe.int

Education Department / Service de l'Education

Mr Sjur BERGAN, Head of Department / Chef de service

Tel: +33 (0)3 88 41 26 43

Fax: +33 (0)3 88 41 27 88

E-mail: sjur.bergan@coe.int

Education Policy Division / Division des Politiques éducatives

Mr Villano QIRIAZI, Head of Division

Tel: +33 (0)3 88 41 36 24

Fax: +33 (0)3 88 41 27 88

E-mail: villano.qiriasi@coe.int

Ms Yulia PERERVA, Administrator

Tel: +33 (0)3 88 41 39 48

Fax: +33 (0)3 88 41 27 88

E-mail: yulia.pererva@coe.int

Ms Sarah KEATING, Head

Unit for Regional & Bilateral Co-operation – South East Europe

Tel: +33 (0)3 88 41 26 20

Fax: +33 (0)3 88 41 27 88

E-mail : sarah.keating@coe.int

Ms Katia DOLGOVA-DREYER, Head

Unit for Regional and Bilateral Co-operation in CIS and Central Asia

Tel: +33 (0)3 88 41 26 46

Fax: +33 (0)3 88 41 27 88

E-mail: katia.dolgova-dreyer@coe.int

Ms Tatiana MILKO, Head of History Education programmes

Tel: +33 (0)3 88 41 36 97

Fax: +33 (0)3 88 41 27 88

E-mail: tatiana.milko@coe.int

Ms Stefania KRUGER

Secretary to the Steering Committee for Educational Policy and Practice (CDPPE)

Tel: +33 (0)3 88 41 30 52

Fax: +33 (0)3 88 41 27 88

E-mail: Stefania.KRUGER@coe.int

Mme Isabelle LACOUR, Assistante administrative principale

Tel: +33 (0) 3 88 41 20 59

Fax: +33 (0)3 88 41 27 88

E-mail: Isabelle.LACOUR@coe.int

Mr Yucel BIRICIK, Project Manager

Tel: +33 (0)3 90 21 5344

Fax: +33 (0)3 88 41 27 88

E-mail: Yucel.BIRICIK@coe.int

Ms Sophie ASHMORE, Assistant

Unit for Regional and Bilateral Co-operation in CIS and Central Asia

Tel: +33 (0) 90 21 45 72

Fax: +33 (0)3 88 41 27 88

E-mail: Sophie.ASHMORE@coe.int

Ms Rona BROWN, Administrative Assistant

Tel: +33 (0)3 90 21 49 13

Fax: +33 (0)3 88 41 27 88

E-mail: rona.brown@coe.int

Ms Isabel CHRISTOVAM-BELLMANN

Tel: +33 (0)3 90 21 54 79

E-mail: Isabel.CRISTOVAM-BELLMANN@coe.int

Ms Heather COURANT, Project Support Assistant
Tel: +33 (0)3 88 41 35 29 Fax: +33 (0)3 88 41 27 88
E-mail: heather.courant@coe.int

Mme Martine RODRIGUES
Tel: +33 (0)3 90 2140 60

Ms Anne-Cécile DEQUEN, Trainee
Tel: +33 (0)3 90 21 44 76
E-mail: anne-cecile.dequen@coe.int

Youth Department / Service de la jeunesse

Mr Rui GOMES, Head of Division
Tel: +33 (0)3 90 21 47 20
E-mail: rui.gomes@coe.int

Ms Mara GEORGESCU, Educational Advisor
Tel: +33 (0)3 88 41 22 95
E-mail: Mara.GEORGESCU@coe.int

Ms Anca Ruxandra PANDEA, Educational Advisor
European Youth Centre Budapest
Tel: +36 1 438 10 32
E-mail: Anca-Ruxandra.PANDEA@coe.int

Ms Nina KAPOOR, Assistant
Tel: +33 (0)3 88 41 21 42
E-mail: Nina.KAPOOR@coe.int

Mr Menno ETTEMA, Educational Advisor
Youth Department - Education and Training Division
European Youth Centre Budapest
Tel: +36 1 438 10 34
E-mail: Menno.ETTEMA@coe.int

Council of Europe Ankara Programme Office

Mr Emir ADZOVIC, Project Coordinator/Team Leader
Education for Democratic Citizenship and
Human Rights Education Project (EDC/HRE)
Turan Emeksiz Sok. Park Blokları B Blok No. 16
06700 ANKARA, Turkey
Tel: +90 312 468 84 64 – 1611 Fax: +90 312 468 84 06
E-mail: Emir.ADZOVIC@coe.int

Ms Seda ARICAN, Project Officer
Tel: +90 312 468 84 64 – 1608 Fax: +90 312 468 84 06
E-mail: seda.arican@coe.int

North-South Centre of the Council of Europe

Mr Miguel CARVALHO DA SILVA
Programme Manager
Rua São Caetano, n° 32
1200-829 LISBOA, Portugal
Tel: + 351 213 584 042 Fax: + 351 213 584 072
E-mail: miguel.silva@coe.int

Directorate of Communication

Mr Giuseppe ZAFFUTO

Council of Europe

Tel: +33 (0)3 9021-5604

E-mail: Giuseppe.ZAFFUTO@coe.int

INTERPRETERS / INTERPRETES

Ms Amanda BEDDOWS

Mr Didier JUNGLING

Ms Christine TRAPP